

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE  
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2005 — 314

[C — 2004/31555]

**9 DECEMBRE 2004. — Arrêté du Collège réuni relatif à l'agrément et au mode de subventionnement des centres d'aide aux personnes**

Le Collège réuni,

Vu l'ordonnance du 7 novembre 2002 relative aux centres et services de l'Aide aux personnes, notamment les articles 7, 8, 13, 14, 16 et 17;

Vu l'avis de la section des institutions et services de la famille et de l'aide sociale du Conseil consultatif de la Santé et de l'Aide aux personnes de la Commission communautaire commune, donné le 27 janvier 2004 et ratifié par le Bureau le 3 février 2004;

Vu l'accord des Membres du Collège réuni compétents pour le Budget, donné le 9 décembre 2004;

Vu l'avis 37.518/1/V du Conseil d'Etat, donné le 20 juillet 2004, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition des Membres du Collège réuni, compétents pour la politique de l'Aide aux personnes;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

**TITRE PREMIER. — Disposition générale****Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :1<sup>o</sup> "Ordonnance" : l'ordonnance du 7 novembre 2002 relative aux centres et aux services de l'Aide aux personnes;2<sup>o</sup> "Ministres" : les Membres du Collège réuni, compétents pour la politique de l'Aide aux personnes;3<sup>o</sup> "Centre" : les centres visés à l'article 3, 2<sup>o</sup> de l'ordonnance;4<sup>o</sup> "administration" : les Services du Collège réuni;5<sup>o</sup> "fonctionnaires" : les membres du personnel de l'administration, affectés au service de l'inspection;6<sup>o</sup> "section" : la section des institutions et services de la famille et de l'aide sociale du Conseil consultatif de la Santé et de l'Aide aux personnes de la Commission communautaire commune;7<sup>o</sup> "travailleur/euse social/e" : un/e assistant/e social/e ou, à la demande motivée du centre, toute personne titulaire d'un diplôme supérieur non-universitaire ou universitaire, à orientation sociale;8<sup>o</sup> "coordinateur/trice" : le/la travailleur/euse social/e désigné/e par le centre afin d'assurer la coordination interne de celui-ci;9<sup>o</sup> "protocole de coopération" : le protocole conclu le 25 mars 1999 entre le Ministère de la Justice et les Membres du Collège réuni de la Commission communautaire commune chargés de l'Aide aux personnes concernant l'aide sociale aux détenus et aux personnes faisant l'objet d'une mesure ou d'une peine à exécuter dans la communauté;10<sup>o</sup> "usager" : toute personne qui fait appel à un centre.**TITRE II. — Procédure relative à l'autorisation de fonctionnement provisoire, à l'agrément, au refus et au retrait d'agrément et à la fermeture de centres d'aide aux personnes****CHAPITRE Ier. — De l'autorisation de fonctionnement provisoire****Art. 2.** L'autorisation de fonctionnement provisoire prévue à l'article 8 de l'ordonnance, est accordée par les Ministres, conformément aux dispositions du présent chapitre.GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE  
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2005 — 314

[C — 2004/31555]

**9 DECEMBER 2004. — Besluit van het Verenigd College betreffende de erkenning en de subsidiëeringswijze van de centra voor algemeen welzijnswerk**

Het Verenigd College,

Gelet op de ordonnantie van 7 november 2002 betreffende de centra en de diensten voor Bijstand aan personen, inzonderheid op de artikelen 7, 8, 13, 14, 16 en 17;

Gelet op het advies van de afdeling instellingen en diensten voor het gezin en de sociale hulpverlening van de Adviesraad voor Gezondheids- en Welzijnzorg van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, gegeven op 27 januari 2004 en bekrachtigd door het bureau op 3 februari 2004;

Gelet op de akkoordbevinding van de Leden van het Verenigd College bevoegd voor de Begroting, gegeven op 9 december 2004;

Gelet op het advies 37.518/1/V van de Raad van State, gegeven op 20 juli 2004 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van de Leden van het Verenigd College, bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan personen;

Na beraadslaging,

Besluit :

**TITEL I. — Algemene bepaling****Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :1<sup>o</sup> "Ordonnantie" : de ordonnantie van 7 november 2002 betreffende de centra en de diensten voor Bijstand aan personen;2<sup>o</sup> "Ministers" : de Leden van het Verenigd College, bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan personen;3<sup>o</sup> "Centrum" : de centra bedoeld in artikel 3, 2<sup>o</sup> van de ordonnantie;4<sup>o</sup> "administratie" : de Diensten van het Verenigd College;5<sup>o</sup> "ambtenaren" : de personeelsleden van de administratie aangesteld bij de inspectiedienst;6<sup>o</sup> "afdeling" : de afdeling instellingen en diensten voor het gezin en de sociale hulpverlening van de Adviesraad voor Gezondheids- en Welzijnzorg van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;7<sup>o</sup> "maatschappelijk werkende" : een maatschappelijk werker/ster of, op gemotiveerde aanvraag van het centrum, elke persoon die houder is van een hoger niet-universitair of universitair diploma, met sociale oriëntatie;8<sup>o</sup> "coördinator/trice" : de door het centrum aangewezen maatschappelijk werker/ster om de interne coördinatie ervan waar te nemen;9<sup>o</sup> "samenwerkingsprotocol" : het protocol gesloten op 25 maart 1999 tussen het ministerie van Justitie en de Leden van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie bevoegd voor de Bijstand aan personen inzake hulpverlening aan gedetineerden en aan personen die het voorwerp uitmaken van een maatregel of straf uitgevoerd in de maatschappij;10<sup>o</sup> "gebruiker" : elke persoon die beroep doet op een centrum.**TITEL II. — Procedure betreffende de voorlopige werkingsvergunning, de erkenning, de weigering en de intrekking van de erkenning en de sluiting van centra voor algemeen welzijnswerk****HOOFDSTUK I. — Voorlopige werkingsvergunning****Art. 2.** De voorlopige werkingsvergunning bedoeld in artikel 8 van de ordonnantie wordt, overeenkomstig de bepalingen van dit hoofdstuk, door de Ministers toegekend.

**Art. 3.** Le pouvoir organisateur adresse aux Ministres une demande d'agrément, accompagnée d'un dossier administratif comprenant les documents suivants :

1° un document mentionnant le nom des représentants du pouvoir organisateur et du coordinateur/trice du centre; il est signé par les intéressés précités;

2° une copie actualisée des statuts du centre, établis en langues française et néerlandaise, ainsi que de la composition de ses organes de gestion, tels que publiés au *Moniteur belge*. Lorsque le pouvoir organisateur est une mutualité ou une union de mutualités, ou une autorité publique telle que visée à l'article 4 de l'ordonnance, il s'agit d'une copie de la délibération de l'organe compétent pour instituer le centre;

3° a) lorsqu'il s'agit d'un centre existant : l'organigramme et la liste des personnes employées ainsi que leur qualification et la durée de travail réellement prestée au cours du trimestre précédent;

b) lorsqu'il s'agit d'un centre mis en exploitation pour la première fois : l'organigramme et l'engagement de se conformer aux normes relatives au personnel et de faire parvenir semestriellement aux Ministres la liste des personnes employées ainsi que leur qualification et la durée de travail hebdomadaire;

4° un plan indiquant les voies de communications internes du centre et, le cas échéant, de ses antennes, et la destination des locaux;

5° le cas échéant, une copie de la convention conclue entre le centre pour lequel l'agrément est demandé et les institutions avec lesquelles une liaison fonctionnelle doit être assurée conformément aux normes d'agrément en vigueur;

6° une copie du rapport établi en matière de sécurité contre l'incendie du centre par le Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale.

Ce rapport ne peut dater de plus de six mois au moment de l'introduction de la demande;

7° un certificat de bonnes vie et mœurs du coordinateur du centre, ainsi que du personnel, daté d'un mois au plus au moment de l'introduction de la demande;

8° un document définissant notamment :

- a) les buts poursuivis par le centre;
- b) les moyens mis en oeuvre pour atteindre ceux-ci;
- c) les missions des membres du personnel;

9° le questionnaire d'identification du centre, délivré à cette intention par l'administration, dûment complété et signé.

**Art. 4.** Lorsque tous les documents constituant le dossier administratif visé à l'article 3 ont été réceptionnés, l'administration notifie, au pouvoir organisateur, que la demande d'agrément est complète.

Les fonctionnaires instruisent le dossier et s'assurent que le centre peut fonctionner dans des conditions compatibles avec les normes auxquelles il doit répondre et conformément aux informations contenues dans le dossier administratif.

**Art. 5.** L'autorisation de fonctionnement provisoire est accordée lorsqu'il est satisfait à toutes les exigences énumérées à l'article 3 et si le centre peut fonctionner dans des conditions compatibles avec les normes auxquelles il doit répondre.

L'autorisation de fonctionnement provisoire est valable pour une durée d'un an, renouvelable une fois.

## CHAPITRE II. — De l'agrément

**Art. 6.** Pendant la durée de l'autorisation de fonctionnement provisoire, les fonctionnaires vérifient si le service fonctionne conformément à toutes les normes auxquelles il doit répondre.

Les fonctionnaires établissent un rapport sur la demande d'agrément au plus tard six mois avant la fin de l'autorisation de fonctionnement provisoire, en précisant, le cas échéant, leurs remarques. Le dossier et ce rapport sont transmis aux Ministres; le rapport est transmis simultanément au pouvoir organisateur, lequel dispose d'un délai d'un mois pour faire valoir ses observations sur le contenu du rapport auprès des Ministres et de la section.

**Art. 3.** De organiserende instantie richt aan de Ministers een erkenningsaanvraag vergezeld van een administratief dossier dat volgende stukken omvat :

1° een document met vermelding van de naam van de vertegenwoordigers van de organiserende instantie en de coördinator/trice van het centrum; het wordt door de betrokkenen ondertekend;

2° een actueel afschrift van de in het Nederlands en in het Frans opgestelde statuten van het centrum alsmede de samenstelling van zijn beheersorganen, zoals bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. Als de organiserende instantie een ziekenfonds, een landsbond van ziekenfondsen of een openbare overheid is zoals bedoeld in artikel 4 van de ordonnantie is, betreft het een afschrift van de beslissing van het bevoegde orgaan dat het centrum opricht;

3° a) wanneer het een bestaand centrum betreft : het organogram en de lijst van de tewerkgestelde personen met hun kwalificatie en de werkelijk gepresteerde arbeidsduur tijdens het vorige kwartaal;

b) wanneer het een centrum betreft dat voor de eerste keer wordt uitgebaat : het organogram en de verbintenis om te voldoen aan de personeelsnormen en om per semester aan de Ministers de lijst over te zenden van de tewerkgestelde personen met hun kwalificatie en de wekelijkse arbeidsduur;

4° een plan dat de interne verbindingswegen van het centrum en, in voorkomend geval, van zijn antennes aanduidt, alsmede de bestemming van de lokalen;

5° in voorkomend geval, een afschrift van de overeenkomst die gesloten werd tussen het centrum waarvoor de erkenning wordt aangevraagd en de instellingen waarmee een functionele binding moet aangegaan worden overeenkomstig de geldende erkenningsnormen;

6° een afschrift van het verslag opgesteld door de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulpverlening van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de brandveiligheid van het centrum.

Dit verslag mag niet ouder zijn dan zes maanden op het ogenblik van de indiening van de aanvraag;

7° een bewijs van goed zedelijk gedrag van de coördinator en van het personeel van het centrum, dat niet ouder mag zijn dan één maand op het tijdstip van de indiening van de aanvraag;

8° een document met onder meer de omschrijving van :

- a) de door het centrum nagestreefde doelstellingen;
- b) de aangewende middelen om die te bereiken;
- c) de taken van de personeelsleden;

9° de behoorlijk ingevulde en ondertekende vragenlijst voor de identificatie van het centrum, te dien einde afgegeven door de administratie.

**Art. 4.** Wanneer alle documenten die het administratief dossier bedoeld in artikel 3 samenstellen zijn ontvangen, betekent de administratie aan de organiserende instantie dat de erkenningsaanvraag volledig is.

De ambtenaren behandelen het dossier en vergewissen zich ervan dat het centrum kan werken in omstandigheden verenigbaar met de normen waaraan moet worden voldaan en overeenkomstig de inlichtingen vervat in het administratief dossier.

**Art. 5.** De voorlopige werkingsvergunning wordt toegekend indien aan alle in artikel 3 opgesomde vereisten is voldaan en indien het centrum kan werken in omstandigheden verenigbaar met de normen waaraan moet worden voldaan.

De voorlopige werkingsvergunning is geldig voor een termijn van één jaar en is één keer hernieuwbaar.

## HOOFDSTUK II. — Erkenning

**Art. 6.** Tijdens de duur van de voorlopige werkingsvergunning gaan de ambtenaren na of de dienst overeenkomstig alle normen werkt waaraan moet worden voldaan.

De ambtenaren stellen uiterlijk zes maanden vóór het einde van de voorlopige werkingsvergunning een verslag op met betrekking tot de erkenningsaanvraag, waarbij zij, in voorkomend geval, hun opmerkingen verduidelijken. Het dossier en dit verslag worden aan de Ministers bezorgd. Het verslag wordt tegelijkertijd aan de organiserende instantie bezorgd, welke over een termijn van één maand beschikt om haar opmerkingen betreffende de inhoud van het verslag aan de Ministers en de afdeling te kennen te geven.

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Les Ministres transmettent le dossier administratif, la demande d'agrément, les rapports des fonctionnaires et les observations y relatives du pouvoir organisateur à la section qui examine la demande.

§ 2. La section émet, dans les trois mois de sa saisine, un avis sur la demande d'agrément. Cet avis est transmis aux Ministres et au pouvoir organisateur.

Le pouvoir organisateur dispose d'un délai de quinze jours pour faire parvenir ses observations aux Ministres.

§ 3. Après réception de l'avis de la section, les Ministres peuvent formuler, dans les six mois de l'expiration de l'autorisation de fonctionnement provisoire, soit une décision d'agrément, qui est alors notifiée au pouvoir organisateur, soit une proposition de refus d'agrément.

Si les Ministres formulent une proposition de refus d'agrément, la procédure définie aux articles 11 et 13 est d'application.

§ 4. L'agrément est accordé pour un terme de cinq ans au plus qui peut être renouvelé.

**Art. 8.** Lorsque le pouvoir organisateur d'un centre décide de fermer volontairement le centre, il communique cette décision aux Ministres, trois mois avant qu'elle ne produise ses effets.

#### CHAPITRE III. — *Du renouvellement de l'agrément*

**Art. 9. § 1<sup>er</sup>.** Au plus tard six mois avant l'expiration de la période de validité de l'agrément, un questionnaire est envoyé par l'administration au pouvoir organisateur du centre en vue du renouvellement de l'agrément. Ce questionnaire doit être retourné, dûment complété et signé, dans les trente jours de sa réception, accompagné des documents suivants :

- 1° ceux visés à l'article 3, 1° et 7°;
- 2° ceux visés à l'article 3, 2°, 3°, 4° et 8°, si des modifications ont été apportées;
- 3° un nouveau rapport des pompiers :
  - a) lorsque le rapport précédent a été établi depuis plus de cinq ans;
  - b) lorsque les bâtiments ou les équipements ont fait l'objet de modifications susceptibles de remettre en cause la sécurité dans le centre.

§ 2. Lorsqu'il est satisfait à ces conditions, l'agrément est renouvelé provisoirement jusqu'à décision des Ministres.

**Art. 10.** La procédure définie par les articles 6 et 7 est d'application à la procédure tendant au renouvellement de l'agrément.

#### CHAPITRE IV. — *Du refus et du retrait d'agrément*

**Art. 11.** Si la vérification prévue à l'article 6 conclut au non-respect de tout ou partie des normes d'agrément, les Ministres notifient une proposition de refus d'agrément au pouvoir organisateur et en communiquent copie à la section. Le pouvoir organisateur informe le personnel de cette proposition de refus.

**Art. 12.** Lorsque le centre ne répond plus aux normes d'agrément, les Ministres notifient une proposition de retrait d'agrément au pouvoir organisateur et en communiquent copie à la section. Le pouvoir organisateur informe le personnel de cette proposition de retrait.

**Art. 13.** Dans les cas visés aux articles 11 et 12, le Secrétariat du Conseil consultatif informe dans les quinze jours le pouvoir organisateur de la date à laquelle l'affaire sera examinée et l'invite à faire valoir ses observations et à comparaître devant la section, éventuellement assisté ou représenté par un avocat ou un tiers porteur d'une procuration spéciale.

La section examine la proposition de refus ou de retrait d'agrément, quelle que soit la suite qui a été donnée à l'invitation de comparaître, et transmet son avis aux Ministres dans les trois mois de la proposition.

La décision des Ministres portant refus ou retrait d'agrément est notifiée au pouvoir organisateur et au Bourgmestre de la commune où se situe le centre, dans les quinze jours.

**Art. 7. § 1.** De Ministers bezorgen het administratief dossier, de erkenningsaanvraag, de verslagen van de ambtenaren en de desbetreffende opmerkingen van de organiserende instantie aan de afdeling die de aanvraag onderzoekt.

§ 2. De afdeling brengt binnen drie maanden volgend op de aanhangigmaking een advies uit over de erkenningsaanvraag. Dit advies wordt aan de Ministers en aan de organiserende instantie medegedeeld.

De organiserende instantie beschikt over vijftien dagen om haar opmerkingen aan de Ministers toe te sturen.

§ 3. Na ontvangst van het advies van de afdeling kunnen de Ministers binnen zes maanden na het verstrijken van de voorlopige werkingsvergunning, ofwel een beslissing tot erkenning formuleren die vervolgens aan de organiserende instantie wordt betekend, ofwel een voorstel tot weigering van erkenning.

Indien de Ministers een voorstel tot weigering van erkenning formuleren, wordt de in de artikelen 11 en 13 omschreven procedure toegepast.

§ 4. De erkenning wordt verleend voor een termijn van ten hoogste vijf jaar dat kan worden hernieuwd.

**Art. 8.** Indien de inrichtende macht van een centrum de vrijwillige sluiting beslist van het centrum, wordt deze beslissing medegedeeld aan de Ministers drie maanden vooraleer zij uitwerking heeft.

#### HOOFDSTUK III. — *Hernieuwing van de erkenning*

**Art. 9. § 1.** Met het oog op de hernieuwing van de erkenning wordt door de administratie uiterlijk zes maanden vóór het verstrijken van de geldigheidsduur van de erkenning een vragenlijst aan de organiserende instantie van de dienst toegezonden. Deze vragenlijst dient, behoorlijk ingevuld en ondertekend, binnen dertig dagen na ontvangst te worden teruggestuurd, samen met volgende bescheiden :

- 1° die welke bedoeld zijn in artikel 3, 1° en 7°;
- 2° die welke bedoeld zijn in artikel 3, 2°, 3°, 4° en 8°, indien er wijzigingen werden aangebracht;
- 3° een nieuw verslag van de brandweer indien :
  - a) het vorige verslag meer dan vijf jaar oud is;
  - b) de gebouwen of de uitrustingen het voorwerp uitmaakten van aanpassingen die de veiligheid in de dienst in het gedrang kunnen brengen.

§ 2. Wanneer aan deze voorwaarden is voldaan, wordt de erkenning voorlopig hernieuwd tot de Ministers een beslissing hebben genomen.

**Art. 10.** De in de artikelen 6 en 7 omschreven procedure is van toepassing op de procedure tot hernieuwing van de erkenning.

#### HOOFDSTUK IV. — *Weigering en intrekking van erkenning*

**Art. 11.** Indien uit het in artikel 6 bedoelde onderzoek blijkt dat de erkenningsnormen geheel of gedeeltelijk niet worden nageleefd, betekenen de Ministers een voorstel tot weigering van erkenning aan de organiserende instantie en sturen er een afschrift van naar de afdeling. De organiserende instantie licht het personeel in over dit voorstel tot weigering.

**Art. 12.** Wanneer een centrum niet meer voldoet aan de erkenningsnormen, betekenen de Ministers een voorstel tot intrekking van erkenning aan de organiserende instantie en sturen er een afschrift van naar de afdeling. De organiserende instantie licht het personeel in over dit voorstel tot intrekking.

**Art. 13.** In de gevallen bedoeld in de artikelen 11 en 12 deelt het Secretariaat van de Adviesraad binnen vijftien dagen aan de organiserende instantie de datum mede waarop de zaak zal worden onderzocht en nodigt haar uit om haar opmerkingen te kennen te geven en voor de afdeling te verschijnen, in voorkomend geval bijgestaan of vertegenwoordigd door een advocaat of door een derde die houder is van een bijzondere volmacht.

De afdeling onderzoekt het voorstel tot weigering of intrekking van erkenning, ongeacht het gevolg dat aan de uitnodiging tot verschijnen werd gegeven, en deelt haar advies mede aan de Ministers binnen drie maanden na de mededeling van het voorstel.

De beslissing van de Ministers houdende weigering of intrekking van erkenning wordt, binnen vijftien dagen, ter kennis gebracht van de organiserende instantie en van de burgemeester van de gemeente waar het centrum is gevestigd.

CHAPITRE V. — *De la fermeture*

**Art. 14.** La décision des Ministres portant refus ou retrait de l'agrément entraîne la fermeture du centre, à la date de sa notification.

Dès ce moment, il n'est plus permis de recevoir des usagers dans le centre.

**Art. 15.** Le pouvoir organisateur est tenu d'informer les usagers ainsi que le personnel, de la décision ministérielle de refus ou retrait d'agrément ainsi que des conséquences de la fermeture du centre et d'afficher visiblement sur la façade du centre un avis, conformément au modèle repris à l'annexe I au présent arrêté, annonçant la date à laquelle la décision produit ses effets.

**Art. 16.** Le chapitre IV et les articles 14 et 15 sont d'application à la procédure tendant à la fermeture d'un centre exploité sans avoir obtenu une autorisation de fonctionnement provisoire ou un agrément.

**Art. 17.** En cas de fermeture immédiate à titre conservatoire, visée à l'article 11, § 4, de l'ordonnance, le Secrétariat du Conseil consultatif informe dans les quinze jours le pouvoir organisateur de la date à laquelle l'affaire sera examinée et l'invite à faire valoir ses observations et à comparaître devant la section, éventuellement assisté ou représenté par un avocat ou un tiers porteur d'une procuration spéciale.

La section délibère dans les trente jours de sa saisine par les Ministres, quelle que soit la suite qui a été donnée à l'invitation de comparaître; elle transmet dans les quinze jours son avis aux Ministres qui statuent définitivement sur la fermeture dans les trente jours de la réception de l'avis.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

**Art. 18.** Les décisions d'octroi, de refus ou de retrait d'agrément sont publiées au *Moniteur belge*.

Le cas échéant, cet avis mentionne la date de fermeture du centre.

**Art. 19.** La demande d'agrément, les notifications ainsi que les actes de procédure sont faits par lettre recommandée.

En matière de délais, les articles 84 et 88 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'Administration du Conseil d'Etat sont applicables.

TITRE III. — *Normes d'agrément relatives aux centres d'aide aux personnes*CHAPITRE Ier. — *Normes générales applicables à tous les centres d'aide aux personnes*

*Section 1re.* — Normes concernant le respect des convictions politiques, philosophiques et religieuses de l'utilisateur ainsi que de sa vie privée et de ses droits individuels

**Art. 20.** Le centre accueille l'utilisateur sans distinction d'ordre sexuel, politique, culturel, racial, philosophique, religieux ou d'orientation sexuelle. Il veille à assurer l'accueil et l'aide aux usagers en français ou en néerlandais, selon le choix linguistique de ceux-ci.

**Art. 21.** Le centre établit un dossier confidentiel pour chaque usager, lors de sa première demande d'intervention, lorsqu'un suivi est requis.

Ce dossier est conservé, sous la responsabilité du coordinateur des centres, dans un meuble adéquat ou un local réservé à cet effet, fermés à clef. Si ces dossiers sont informatisés, ces données seront sécurisées.

**Art. 22.** Tout intervenant dans l'accueil et l'aide à l'utilisateur, à quelque titre que ce soit, est tenu au respect du secret professionnel.

Avec l'accord exprès de l'utilisateur, il peut échanger des informations avec d'autres intervenants, dans le but d'élaborer ensemble une prise en charge commune de l'utilisateur.

**Art. 23.** Le centre a l'obligation de conclure un contrat d'assurance en responsabilité civile professionnelle concernant la responsabilité de son personnel.

HOOFDSTUK V. — *Sluiting*

**Art. 14.** De beslissing van de Ministers houdende weigering of intrekking van erkenning heeft de sluiting van het centrum tot gevolg op de datum van de kennisgeving.

Vanaf die dag mogen er geen gebruikers meer in het centrum worden ontvangen.

**Art. 15.** De organiserende instantie moet de gebruikers alsmede het personeel op de hoogte brengen van de ministeriële beslissing tot weigering of intrekking van erkenning alsmede van de gevolgen van de sluiting van het centrum en moet op de gevel van het centrum een bericht, overeenkomstig het als bijlage I bij dit besluit gevoegde model, zichtbaar aanplakken met de datum waarop de beslissing uitwerking heeft.

**Art. 16.** Hoofdstuk IV en de artikelen 14 en 15 zijn van toepassing op de procedure tot sluiting van een centrum dat uitgebaat wordt zonder een voorlopige werkingsvergunning of een erkenning te hebben gekregen.

**Art. 17.** In geval van onmiddellijke sluiting bij wijze van bewarende maatregel, bedoeld in artikel 11, § 4, van de ordonnantie, deelt het Secretariaat van de Adviesraad binnen vijftien dagen aan de organiserende instantie de datum mede waarop de zaak zal worden onderzocht en nodigt haar uit om haar opmerkingen te doen gelden en voor de afdeling te verschijnen, in voorkomend geval bijgestaan of vertegenwoordigd door een advocaat of door een derde die houder is van een bijzondere volmacht.

De afdeling beraadslaagt binnen dertig dagen nadat zij door de Ministers is geadieerd, ongeacht het gevolg dat aan de uitnodiging tot verschijnen wordt gegeven; zij bezorgt binnen vijftien dagen haar advies aan de Ministers die binnen dertig dagen na ontvangst van het advies definitief over de sluiting beslissen.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

**Art. 18.** De beslissingen tot toekenning, weigering, of tot intrekking van erkenning worden in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

In voorkomend geval moet dit bericht verplicht de datum van de sluiting van het centrum vermelden.

**Art. 19.** De aanvraag tot erkenning, de betekeningen alsmede de procedurehandelingen geschieden per aangetekend schrijven.

Inzake termijnen zijn de artikelen 84 en 88 van het Regentsbesluit van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling Administratie van de Raad van State van toepassing.

TITEL III. — *Erkenningsnormen betreffende de centra voor algemeen welzijnswerk*HOOFDSTUK I. — *Algemene normen toepasselijk op alle centra voor algemeen welzijnswerk*

*Afdeling 1.* — Normen betreffende de eerbiediging van de politieke, filosofische en godsdienstige overtuiging van de gebruiker alsmede van zijn privé-leven en zijn individuele rechten

**Art. 20.** Het centrum ontvangt alle gebruikers zonder onderscheid van geslacht of van politieke, culturele, raciale, filosofische, religieuze of seksuele aard. Het centrum zorgt ervoor dat de hulp en de opvang in het Nederlands of in het Frans aan de gebruikers worden geboden, naargelang van hun taalkeuze.

**Art. 21.** Het centrum maakt voor elke gebruiker, bij zijn eerste aanvraag tot tussenkomst, wanneer een opvolging noodzakelijk is, een vertrouwelijk dossier op.

Dit dossier wordt, onder de verantwoordelijkheid van de coördinator van de centra, in een hiervoor geschikt en gesloten meubel of in een hiertoe voorbehouden en gesloten lokaal bewaard. Indien deze dossiers op de computer verwerkt werden, worden deze gegevens beveiligd.

**Art. 22.** Elke hulpverlener dient, ongeacht zijn hoedanigheid, bij de opvang en de hulpverlening aan de gebruiker het beroepsgeheim na te leven.

Mits uitdrukkelijke instemming van de gebruiker mag hij deze inlichtingen met andere hulpverleners uitwisselen om samen een gemeenschappelijke opvang uit te bouwen voor de gebruiker.

**Art. 23.** De dienst moet een verzekeringscontract voor burgerlijke en beroeps-aansprakelijkheid sluiten die de aansprakelijkheid van zijn personeel dekt.

*Section 2. — Normes relatives à la qualification du personnel*

**Art. 24.** Le centre est tenu d'assurer à son personnel une formation continuée, dont le programme est établi paritairement.

*Section 3. — Normes concernant les modalités de recours des usagers*

**Art. 25.** Chaque centre détermine la procédure d'enregistrement et de traitement des plaintes des usagers.

Cette procédure décrit les modalités d'introduction des plaintes, d'appréciation de leur recevabilité, de leur traitement et de communication de leur résultat à l'usager.

*Section 4. — Normes relatives au règlement d'ordre intérieur*

**Art. 26.** Tout centre est tenu d'arrêter un règlement d'ordre intérieur. Ce règlement et toute modification ultérieure de celui-ci sont communiqués à l'administration.

Le règlement doit être affiché de façon visible dans la salle d'attente du centre.

**Art. 27.** Le règlement d'ordre intérieur doit comporter notamment les indications suivantes :

- 1° le statut juridique du centre;
- 2° les missions du centre;
- 3° la garantie des droits et des devoirs des parties dans le respect de la dignité de l'usager et du secret professionnel;
- 4° les modalités de recours de l'usager;
- 5° les heures d'ouverture du centre. Il convient d'indiquer les coordonnées des centres qui assurent la continuité des services, en dehors des heures d'ouverture du centre ou lors des périodes de fermeture;
- 6° la mention de l'agrément du centre par la Commission communautaire commune;
- 7° les coordonnées de l'administration et celles des Ministres;
- 8° les coordonnées précises du pouvoir organisateur et du coordinateur/trice.

*Section 5. — Normes de sécurité et architecturales*

*Sous-section 1re. — Normes de sécurité*

**Art. 28.** Sans préjudice des normes de sécurité auxquelles il doit répondre, le centre est tenu de se couvrir contre les risques d'incendie.

*Sous-section 2. — Normes architecturales*

**Art. 29.** Les centres doivent répondre aux normes définies dans les chapitres II à V du Titre IV de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juin 1999 arrêtant les Titres I à VII du Règlement régional d'urbanisme applicable à tout le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Les centres peuvent, au regard du présent arrêté, déroger à l'obligation énoncée à l'alinéa 1<sup>er</sup> s'ils prévoient des modalités d'accueil ou des mesures alternatives en vue d'exécuter leurs missions à l'égard des personnes à mobilité réduite. Ces modalités et mesures doivent figurer dans le document visé à l'article 3, 8°, b), du présent arrêté.

**Art. 30.** Toutes les précautions sont prises pour diminuer le risque d'incendie.

**Art. 31.** Tous les locaux doivent toujours être propres et répondre à leur destination.

**Art. 32.** Si les membres du personnel ne disposent pas d'un bureau individuel, le centre d'aide aux personnes doit disposer d'au moins une salle de consultation, séparée de la salle d'attente, afin de garantir la confidentialité des entretiens.

La superficie minimale nette des bureaux individuels et de la salle de consultation est de 10 m<sup>2</sup>; elle est de 5 m<sup>2</sup> par membre du personnel dans les bureaux communs.

La superficie minimale nette de la salle d'attente est de 12 m<sup>2</sup>.

*Afdeling 2. — Normen betreffende de kwalificatie van het personeel*

**Art. 24.** Het centrum moet aanvullende opleidingen organiseren voor zijn personeel, waarvan het programma paritair wordt vastgesteld.

*Afdeling 3. — Normen betreffende de nadere regels van beroep van de gebruikers*

**Art. 25.** Elk centrum legt de procedure vast voor de registratie en de behandeling van de klachten van de gebruikers.

Deze procedure beschrijft de nadere regels voor de indiening van de klachten, voor de beoordeling van hun ontvankelijkheid, voor hun behandeling en voor de mededeling van hun resultaat aan de gebruikers.

*Afdeling 4. — Normen betreffende het huishoudelijk reglement*

**Art. 26.** Elk centrum dient een huishoudelijk reglement vast te stellen. Dit reglement en elke latere wijziging ervan worden aan de administratie medegedeeld.

Het reglement moet op een zichtbare wijze in de wachtzaal van het centrum worden opgehangen.

**Art. 27.** Het huishoudelijk reglement dient onder meer de volgende punten te vermelden :

- 1° het juridisch statuut van het centrum;
- 2° de opdrachten van het centrum;
- 3° de waarborg van de rechten en plichten van de partijen, met respect voor de waardigheid van de gebruiker en het beroepsgeheim;
- 4° de nadere regels voor het instellen van een beroep door de gebruiker;
- 5° de openingstijden van het centrum. Men dient de gegevens op te geven van de centra die de continuïteit van de diensten verzekeren buiten de openingstijden van het centrum of tijdens de periodes van sluiting;
- 6° de vermelding van de erkenning van het centrum door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;
- 7° de coördinaten van de administratie en van de Ministers;
- 8° de nauwkeurige personalia van de organiserende instantie en van de coördinator/trice.

*Afdeling 5. — Normen betreffende de veiligheid en de architectuur*

*Onderafdeling 1. — Veiligheidsnormen*

**Art. 28.** Onverminderd de veiligheidsnormen waaraan het moet beantwoorden, moet het centrum zich tegen brand verzekeren.

*Onderafdeling 2. — Architectonische normen*

**Art. 29.** De centra dienen te beantwoorden aan de normen bepaald in de hoofdstukken II tot V van Titel IV van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 juni 1999 tot vaststelling van de Titels I tot VII van de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening die van toepassing is op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Vanuit het oogpunt van het onderhavige besluit mogen de centra afwijken van de in het eerste lid vermelde verplichting indien zij voorzien in nadere regelen voor het onthaal of in alternatieve maatregelen met het oog op het uitvoeren van hun taken ten aanzien van personen met beperkte mobiliteit. Deze nadere regelen en maatregelen dienen te worden opgenomen in het document bedoeld in artikel 3, 8°, b), van het onderhavige besluit.

**Art. 30.** Alle voorzorgen dienen te worden genomen om brandgevaar te beperken.

**Art. 31.** Alle gemeenschappelijke lokalen moeten steeds zindelijk worden gehouden en beantwoorden aan hun bestemming.

**Art. 32.** Indien de personeelsleden niet over een eigen bureau beschikken, moet het centrum voor algemeen welzijnswerk ten minste over één van de wachtzaal gescheiden consultatielokaal beschikken om het vertrouwelijk karakter van de gesprekken te kunnen waarborgen.

De minimale netto-oppervlakte van de individuele bureaus en van het consultatielokaal bedraagt 10 m<sup>2</sup>; in de gemeenschappelijke bureaus bedraagt die per personeelslid 5 m<sup>2</sup>.

De minimale netto-oppervlakte van de wachtzaal bedraagt 12 m<sup>2</sup>.

## Section 6. — Normes concernant le rapport d'activité et la comptabilité

**Art. 33.** Le centre est tenu d'établir annuellement un rapport d'activités, dont le modèle peut être défini par les Ministres.

Ce rapport comprend notamment les informations suivantes :

- 1° les objectifs du centre;
- 2° une analyse des usagers fréquentant le centre et des problèmes rencontrés;
- 3° le nombre de dossiers traités;
- 4° les méthodes utilisées et les résultats obtenus;
- 5° l'identification des réseaux utilisés et de leurs apports dans la réalisation des missions.

**Art. 34.** Le centre est tenu de communiquer les documents suivants à l'administration, avant le 30 avril de l'année qui suit la fin de l'exercice :

- 1° un rapport annuel d'activités;
- 2° un compte annuel des recettes et dépenses, dont le modèle est défini par les Ministres, visé, en ce qui concerne les centres privés, par un réviseur d'entreprise ou un comptable indépendant, conformément à la loi du 2 mai 2002 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations;
- 3° un projet de budget pour l'exercice suivant, dont le modèle peut être défini par les Ministres, après avis de la section;
- 4° une copie des fiches de salaires des membres du personnel subventionnés.

CHAPITRE II. — Normes spéciales applicables aux centres d'aide aux personnes exerçant des missions d'accueil social

Section 1ère. — Centres offrant aux personnes un premier accueil, une analyse de leur situation, une orientation, un accompagnement et un suivi

**Art. 35.** Sans préjudice des normes générales définies au Chapitre I<sup>er</sup> du Titre III, le centre offrant aux personnes un premier accueil, une analyse de leur situation, une orientation, un accompagnement et un suivi, au sens de l'article 3, 2°, a), de l'ordonnance, doit satisfaire aux conditions visées ci-après.

Sous-section 1re. — Normes relatives aux missions

**Art. 36.** Les centres assurent les missions suivantes :

- 1° aider la personne, dans sa globalité et dans toutes ses possibilités d'intégration en offrant un premier accueil, en analysant la situation de l'usager, en assurant son accompagnement et son suivi;
- 2° développer le lien social et un meilleur accès des personnes aux équipements collectifs et à leurs droits fondamentaux. Agir sur l'ensemble des facteurs de précarisation sociale;
- 3° solliciter la participation active des personnes aidées, les intégrer, elles et leur famille, dans la vie citoyenne;
- 4° lutter contre les exclusions et favoriser la promotion d'actions d'intégration sociale;
- 5° orienter, au besoin, les usagers vers des institutions plus spécialisées pour résoudre des situations critiques spécifiques;
- 6° signaler aux autorités compétentes les dysfonctionnements institutionnels et réglementaires décelés et formuler des propositions pour les pallier.

**Art. 37.** Les centres agréés ont, en outre, pour mission de collaborer entre eux dans le but de réaliser, notamment :

- 1° une répartition optimale des permanences, sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale;
- 2° une visibilité maximale des services et activités organisés par les centres;
- 3° une analyse collective des situations problématiques qui apparaissent à travers l'exercice de leur action sociale, en mettant en évidence l'évolution des phénomènes sociaux.

## Afdeling 6. — Normen betreffende het activiteitenverslag en de boekhouding

**Art. 33.** Het centrum dient jaarlijks een activiteitenverslag op te stellen, waarvan het model door de Ministers kan worden vastgesteld.

Dit verslag bevat onder meer de volgende inlichtingen :

- 1° de doelstellingen van het centrum;
- 2° een analyse van de gebruikers die het centrum regelmatig bezoeken en van de ondervonden problemen;
- 3° het aantal behandelde dossiers;
- 4° de gebruikte methodes en de verkregen resultaten;
- 5° de identificatie van de gebruikte netwerken en van hun bijdrage tot de uitvoering van de opdrachten.

**Art. 34.** Het centrum dient, vóór 30 april van het jaar dat volgt op het einde van het dienstjaar, de volgende documenten te versturen naar de administratie :

- 1° een jaarlijks activiteitenverslag;
- 2° een jaarrekening van de ontvangsten en uitgaven, waarvan het model door de Ministers wordt vastgesteld, geïllustreerd, voor wat betreft de privé-centra, door een bedrijfsrevisor of een zelfstandige accountant, overeenkomstig de wet 2 mei 2002 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;
- 3° een begrotingsontwerp voor het komende dienstjaar, waarvan het model door de Ministers kan worden vastgesteld, na advies van de afdeling;
- 4° een afschrift van de loonfiches van de gesubsidieerde personeelsleden.

HOOFDSTUK II. — Bijzondere normen toepasselijk op de centra voor algemeen welzijnswerk die de opdrachten van sociale opvang waarnemen

Afdeling 1. — Centra die zorgen voor de eerste opvang van personen, een analyse bieden van hun situatie en instaan voor de doorverwijzing, de bijstand en de begeleiding

**Art. 35.** Onverminderd de in Hoofdstuk I van Titel III bepaalde algemene normen moet het centrum dat zorgt voor de eerste opvang van personen, een analyse biedt van hun situatie en instaat voor de doorverwijzing, de bijstand en de begeleiding, in de zin van artikel 3, 2°, a), van de ordonnantie, aan de volgende voorwaarden voldoen.

Onderafdeling I. — Normen betreffende de opdrachten

**Art. 36.** De centra nemen de volgende opdrachten waar :

- 1° de persoon in zijn geheel en in zijn integratiemogelijkheden helpen door te zorgen voor een eerste opvang, door de situatie van de gebruiker te analyseren en hem de nodige begeleiding en opvolging te bieden;
- 2° de sociale band versterken en de personen een betere toegang tot de collectieve voorzieningen en hun grondrechten waarborgen. Inwerken op alle factoren die de sociale onzekerheid veroorzaken;
- 3° een beroep doen op de actieve medewerking van de geholpen personen, hun inburgering alsmede die van hun families in de hand werken;
- 4° uitsluiting voorkomen en positieve acties met het oog op sociale integratie bevorderen;
- 5° de gebruikers zo nodig doorverwijzen naar meer gespecialiseerde instellingen om specifieke noodsituaties op te lossen;
- 6° de opgespoorde institutionele tekortkomingen en leemten in de regelgeving aan de bevoegde overheden melden en voorstellen formuleren om die weg te werken.

**Art. 37.** De erkende centra hebben bovendien tot taak onderling samen te werken om onder meer het volgende te verwezenlijken :

- 1° een optimale spreiding van de permanenties over het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad;
- 2° een maximale zichtbaarheid van de aangeboden diensten en activiteiten die door de centra worden georganiseerd;
- 3° een collectieve analyse van de probleemsituaties die bij de uitoefening van hun sociale actie tot uiting komen, door de evolutie van de sociale verschijnselen op de voorgrond te stellen.

Sous-section 2. — Normes relatives à la qualité du service  
et à l'accueil des usagers

**Art. 38.** L'accueil est compris comme une action sociale globale qui vise à améliorer ou à restaurer les relations entre les usagers et la société.

La méthodologie intégrée de l'action sociale comprend le travail social collectif, communautaire et individuel.

Les activités du centre se développent en complémentarité avec les autres services publics ou privés du secteur social.

**Art. 39.** Une permanence de premier accueil de minimum 30 heures par semaine pendant au moins 46 semaines est assurée.

**Art. 40.** Les missions prévues à l'article 36, 1°, sont gratuites.

**Art. 41.** Le travail social est assuré tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du centre. La confidentialité des entretiens est toujours garantie.

Sous-section 3. — Normes relatives au nombre  
et à la qualification du personnel

**Art. 42.** Le centre dispose d'au moins trois équivalents temps plein travailleurs sociaux.

Le centre veille à ce que la fonction administrative soit assurée. Il dispose, pour répondre à cette obligation, d'un tiers temps employé administratif par trois équivalents temps plein travailleurs sociaux.

Sous-section 4. — Normes relatives au règlement d'ordre intérieur

**Art. 43.** Le règlement d'ordre intérieur comporte obligatoirement une mention complémentaire relative à la gratuité visée à l'article 40.

*Section 2.* — Centres offrant une aide sociale et un accompagnement psychologique aux prévenus, détenus, ex-détenus ou libérés conditionnels ainsi qu'à leurs proches

**Art. 44.** Sans préjudice des normes générales définies au Chapitre I<sup>er</sup> du Titre III, le centre offrant une aide sociale et un accompagnement psychologique aux prévenus, détenus, ex-détenus ou libérés conditionnels ainsi qu'à leurs proches, au sens de l'article 3, 2°, a), de l'ordonnance, doit satisfaire aux conditions visées ci-après.

Sous-section Ire. — Normes relatives aux missions

**Art. 45.** Les centres assurent les missions suivantes :

1° à l'intérieur des prisons :

a) apporter une aide morale, sociale, psychologique, matérielle et culturelle aux personnes détenues ainsi qu'à leurs proches, dès l'entrée en prison; cette aide doit être sollicitée ou acceptée; elle est apportée par des professionnels ou des bénévoles.

Les bénévoles agissent encadrés par les professionnels des centres et sous la responsabilité de leurs coordinateurs; ces centres organisent également leur formation;

b) collaborer à l'élaboration du plan de détention et de reclassement des personnes détenues. Le centre suscite une collaboration avec des services extérieurs actifs dans les domaines facilitant l'intégration sociale : le logement, le bien-être, la santé, la famille, la formation, les activités socio-culturelles, l'enseignement, l'emploi et la sécurité sociale;

c) contribuer au développement, au sein des prisons, des activités culturelles et de formation. Ils collaborent avec l'ensemble des services des Communautés et Régions actifs sur le plan du bien-être, de la santé, du logement, de la famille, de l'enseignement, de l'emploi, de la formation et de la culture et font appel aux bénévoles ayant des qualifications utiles dans ces domaines;

d) informer le Service psychosocial du Ministère de la Justice de leurs interventions en matière d'aide sociale aux personnes détenues et en matière d'activités socio-culturelles et de formation.

2° à l'extérieur des prisons :

a) offrir des réponses diversifiées correspondant aux demandes spontanées d'aide et d'assistance des personnes faisant l'objet de peines ou mesures exécutées dans la communauté, aux prévenus et détenus remis en liberté et de leurs proches;

b) assurer une guidance spécifique ou un traitement, lorsque l'autorité compétente l'impose comme condition dans le cadre des lois du 1<sup>er</sup> juillet 1964 sur la défense sociale relative aux anormaux et aux délinquants d'habitude et du 5 mars 1998 concernant la libération conditionnelle;

Onderafdeling 2. — Normen betreffende de kwaliteit  
van de dienst en de opvang van de gebruikers

**Art. 38.** De opvang wordt opgevat als een globale sociale actie die tot doel heeft de relaties tussen de gebruikers en de samenleving te verbeteren of te herstellen.

De geïntegreerde methodologie van de sociale actie omvat het individueel, gemeenschaps-, en groepswork.

Het centrum organiseert zijn activiteiten in samenspraak met de andere openbare of privé-diensten van de sociale sector.

**Art. 39.** Voor de eerste opvang wordt wekelijks gedurende ten minste 46 weken een permanentie van minstens 30 uur georganiseerd.

**Art. 40.** De opdrachten bedoeld in artikel 36, 1°, zijn gratis.

**Art. 41.** Het maatschappelijk werk wordt zowel binnen als buiten het centrum verricht. Het vertrouwelijk karakter van de gesprekken wordt steeds gewaarborgd.

Onderafdeling 3. — Normen betreffende  
de omvang en de kwalificatie van het personeel

**Art. 42.** Het centrum beschikt over minstens drie voltijds equivalenten maatschappelijk werkers.

Het centrum zorgt ervoor dat de administratieve functie verzekerd wordt. Teneinde deze verplichting na te komen, beschikt het centrum over een administratief bediende aan een derde tijd per drie voltijds equivalenten maatschappelijk werkers.

Onderafdeling 4. — Normen betreffende het huishoudelijk reglement

**Art. 43.** Het huishoudelijk reglement bevat verplicht een aanvullende melding betreffende de kosteloosheid bedoeld in artikel 40.

*Afdeling 2.* — Centra die sociale bijstand en psychologische ondersteuning bieden aan beklaagden, gevangenen, ex-gevangenen of voorwaardelijk in vrijheid gestelden alsmede aan hun naaste verwanten

**Art. 44.** Onverminderd de in Hoofdstuk I van Titel III bepaalde algemene normen moet het centrum die sociale bijstand en psychologische ondersteuning bieden aan beklaagden, gevangenen, ex-gevangenen of voorwaardelijk in vrijheid gestelden alsmede aan hun naaste verwanten, in de zin van artikel 3, 2°, a), van de ordonnantie, aan de volgende voorwaarden voldoen.

Onderafdeling I. — Normen betreffende de opdrachten

**Art. 45.** De centra nemen de volgende opdrachten waar :

1° binnen de gevangenis :

a) morele, sociale, psychologische, materiële en culturele hulp bieden aan alle gedetineerden en hun naastbestaanden, van bij de aanvang van de detentie; deze hulp wordt verleend door beroepskrachten of vrijwilligers.

De vrijwilligers worden in hun acties ondersteund door beroepskrachten van de centra en staan onder de verantwoordelijkheid van de respectieve coördinatoren van die centra; deze centra staan tevens in voor hun vorming.

b) meewerken aan de uitwerking van het detentie- en het reclasseringsplan van de gedetineerden. Het centrum doet een samenwerking ontstaan met externe diensten die actief zijn op gebieden die de sociale integratie bevorderen : huisvesting, welzijn, gezondheidszorg, gezin, vorming, socio-culturele activiteiten, onderwijs, tewerkstelling en sociale zekerheid;

c) bijdragen tot de ontwikkeling van culturele en vormingsactiviteiten binnen de gevangenis. Zij werken samen met alle gemeenschaps- en gewestvoorzieningen die actief zijn op het vlak van welzijn, gezondheidszorg, huisvesting, gezin, onderwijs, tewerkstelling, vorming en cultuur en doen een beroep op vrijwilligers die op deze specifieke gebieden over de nodige bekwaamheden beschikken;

d) de psychosociale dienst van het ministerie van Justitie informeren over de tegemoetkomingen inzake sociale hulpverlening aan gedetineerden en inzake socio-culturele en vormingsactiviteiten.

2° buiten de gevangenis :

a) een gediversifieerd aanbod bieden, afgestemd op de spontane vraag naar hulp- en dienstverlening van de personen die het voorwerp uitmaken van een straf of maatregel uitgevoerd in de gemeenschap, aan verdachten, invrijheidsgestelde gedetineerden en hun naastbestaanden;

b) in een specifieke begeleiding of behandeling voorzien, wanneer de bevoegde overheid dit als voorwaarde oplegt in het kader van de wetten van 1 juli 1964 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers en van 5 maart 1998 betreffende de voorwaardelijke invrijheidsstelling;

c) contribuer, au sein de leur sphère d'activité, sous forme de collaboration ou par le travail en réseau avec les services d'aide sociale et les instances policières et juridiques, à une approche intégrée et sociale de la problématique de la criminalité, tout en veillant à dégager des solutions structurelles aux demandes d'aide et d'assistance ayant été insuffisamment développées;

d) mener des actions de prévention de la criminalité.

Sous-section 2. — Normes relatives à la qualité du service et à l'accueil des usagers

**Art. 46.** Pour exercer leurs missions visées à l'article 45, 1° :

1° les centres assurent, dans la prison, une présence régulière et accessible à toutes les personnes détenues. Ils ont accès au dossier d'érou et au dossier moral des personnes qu'ils suivent;

2° les professionnels et les bénévoles des centres sont tenus de respecter le règlement intérieur des établissements pénitentiaires concernés. Toute initiative tient compte des possibilités et restrictions propres aux établissements pénitentiaires;

3° les centres et le service psychosocial collaborent quotidiennement et échangent leurs informations. Les centres transmettent un rapport de leurs interventions, pour autant que celles-ci présentent un intérêt pour la gestion du dossier psychosocial, en tenant compte du secret professionnel lié à l'aide apportée sur base volontaire;

4° un professionnel du centre ainsi qu'un membre de l'inspection de l'administration font, notamment, partie des cellules bruxelloises de coordination visées à l'article 6, § 4, du protocole de coopération.

**Art. 47.** Pour exercer leurs missions visées à l'article 45, 2° :

1° les centres transmettent à l'assistant de justice un rapport lui permettant d'évaluer la situation globale de la personne. Ce rapport se fera un mois après le début de la prise en charge et, ensuite, selon les délais prévus par les lois visées ou dans l'intervalle si l'évolution du cas le justifie, jusqu'à suspension de la guidance;

2° Ce rapport comporte les points suivants :

a) la présence effective aux rendez-vous;

b) les absences non justifiées;

c) la cessation unilatérale de l'aide ou du traitement de la part du bénéficiaire;

d) le signalement de difficultés graves dans l'exécution de la guidance;

3° les intervenants sociaux des centres participent aux réunions prévues à l'article 9, 3°, du protocole de coopération.

**Art. 48.** Un représentant de chaque centre agréé participe, au moins une fois par an, à la réunion visée à l'article 10 du protocole de coopération.

Sous-section 3. — Normes relatives au nombre et à la qualification du personnel

**Art. 49.** Le centre dispose d'au moins un équivalent temps plein travailleur social.

Le centre veille à ce que la fonction administrative soit assurée.

Sous-section 4. — Normes relatives au règlement d'ordre intérieur

**Art. 50.** Le règlement d'ordre intérieur comporte obligatoirement une mention complémentaire relative à la gratuité du service offert.

CHAPITRE III. — Normes spéciales applicables aux centres de planning

**Art. 51.** Sans préjudice des normes générales définies au Chapitre I<sup>er</sup> du Titre III, le centre de planning, au sens de l'article 3, 2°, b), de l'ordonnance, doit satisfaire aux conditions visées ci-après.

Section Ire. — Normes relatives aux missions

**Art. 52.** Les centres assurent les missions suivantes :

1° garantir l'accueil, l'information et l'accompagnement psychologique, social et médical des personnes, des couples et des familles en vue de résoudre leurs difficultés d'ordre affectif et sexuel et du maintien de leur bien-être;

c) in hun werkgebied, door samenwerking en netwerkvorming met de voorzieningen voor maatschappelijke hulp en dienstverlening en met de politionele en gerechtelijke instanties, bijdragen tot een geïntegreerde en welzijnsgerichte benadering van de criminaliteitsproblematiek en daarbij structurele oplossingen uitwerken voor onvoldoende beantwoorde vragen naar hulp- en dienstverlening;

d) acties ondernemen ter voorkoming van de criminaliteit.

Onderafdeling 2. — Normen betreffende de kwaliteit van de dienst en de opvang van de gebruikers

**Art. 46.** Voor de uitoefening van hun opdrachten bedoeld in artikel 45, 1° :

1° verzekeren de centra in de gevangenis een regelmatige aanwezigheid en toegankelijkheid voor alle gedetineerden. Ze hebben toegang tot het opsluitings- en moreel dossier van de gedetineerden die zij begeleiden;

2° dienen de beroepskrachten en de vrijwilligers van de centra het huishoudelijk reglement van de betrokken strafinrichtingen na te leven. Elk initiatief houdt rekening met de mogelijkheden en de beperkingen die eigen zijn aan de strafinrichtingen;

3° werken de centra en de psychosociale dienst dagelijks samen en wisselen ze hun informatie uit. De centra sturen een verslag van hun interventies op, voor zover deze van wezenlijk belang zijn voor het beheer van het psychosociaal dossier en rekening houdend met het beroepsgeheim verbonden aan vrijwillige hulpverlening;

4° maken een professionele hulpverlener van het centrum en een lid van de inspectiedienst van de administratie onder meer deel uit van de coördinatiecellen bedoeld in artikel 6, § 4, van het samenwerkingsprotocol.

**Art. 47.** Voor de uitoefening van hun opdrachten bedoeld in artikel 45, 2° :

1° sturen de centra een verslag op naar de justitieassistent, welk hem in staat moet stellen de globale situatie van de persoon te evalueren. Dit rapport wordt binnen de maand die volgt op het begin van de tenlasteneming overgezonden en nadien, overeenkomstig de door de bedoelde wetten bepaalde termijnen, of tussentijds indien de evolutie van het geval zulks rechtvaardigt, en dit tot de opheffing van de begeleiding;

2° Dit rapport omvat de volgende punten :

a) de effectieve aanwezigheid op afspraken;

b) de ongerechtvaardigde afwezigheden;

c) de éézijdige opheffing van de begeleiding of behandeling vanwege de rechthebbende;

d) de melding van ernstige problemen in de uitoefening van de begeleiding;

3° nemen de sociale hulpverleners van de centra deel aan de vergaderingen bedoeld in artikel 9, 3°, van het samenwerkingsprotocol.

**Art. 48.** Een vertegenwoordiger van elk erkend centrum neemt minstens één keer per jaar deel aan de vergadering bedoeld in artikel 10 van het samenwerkingsprotocol.

Onderafdeling 3. — Normen betreffende de omvang en de kwalificatie van het personeel

**Art. 49.** Het centrum beschikt over minstens een voltijds equivalent maatschappelijk werker.

Het centrum zorgt ervoor dat de administratieve functie verzekerd wordt.

Onderafdeling 4. — Normen betreffende het huishoudelijk reglement

**Art. 50.** Het huishoudelijk reglement bevat verplicht een aanvullende melding betreffende de kosteloosheid van de dienstverlening.

HOOFDSTUK III. — Bijzondere normen toepasseljk op de centra voor planning

**Art. 51.** Onverminderd de in Hoofdstuk I van Titel III bepaalde algemene normen moet het centrum voor planning, in de zin van artikel 3, 2°, b), van de ordonnantie, aan de volgende voorwaarden voldoen.

Afdeling I. — Normen betreffende de opdrachten

**Art. 52.** De centra nemen de volgende opdrachten waar :

1° opvang, voorlichting, psychologische, sociale en medische begeleiding bieden aan personen, koppels en gezinnen om problemen van affectieve of seksuele aard op te lossen en hun welzijn te handhaven;



2° assurer le suivi des grossesses et des consultations prénatales et l'encadrement des femmes enceintes en difficulté;

3° aider les personnes et les couples dans la recherche de solutions aux problèmes d'infertilité;

4° le développement d'une politique de prévention notamment en informant et aidant les personnes et les groupes, sur tout ce qui concerne la contraception, la prévention des grossesses non-désirées, des maladies sexuellement transmissibles et sur tout autre aspect de la vie affective et sexuelle.

*Section 2. — Normes relatives à la qualité du service et à l'accueil des usagers*

**Art. 53.** Le centre organise des consultations médicales, psychologiques, sociales et juridiques, à raison d'au moins 800 heures de consultations, par an.

**Art. 54.** Le centre organise des réunions pluridisciplinaires permettant aux membres de l'équipe de se concerter dans des conditions suffisantes de discrétion.

*Section 3. — Normes relatives au nombre et à la qualification du personnel*

**Art. 55.** Le centre dispose d'au moins un demi équivalent temps plein docteur en médecine, chirurgie et accouchement, médecin psychiatre ou licencié en psychologie et d'un demi équivalent temps plein travailleur social.

*Section 4. — Normes relatives au règlement d'ordre intérieur*

**Art. 56.** Le règlement d'ordre intérieur comporte obligatoirement une mention complémentaire relative aux tarifs des services offerts.

#### **TITRE IV. — Mode de subventionnement des centres d'aide aux personnes**

##### *CHAPITRE Ier. — Du mode de subventionnement*

**Art. 57.** Dans les limites des crédits budgétaires et sans préjudice du montant de la participation financière des usagers, de l'intervention de l'I.N.A.M.I. ou des honoraires, la subvention, telle que définie à l'article 15 de l'ordonnance, est octroyée aux centres agréés par les Ministres, conformément au présent Titre.

Le Collège réuni détermine, le cas échéant, la participation financière des usagers, après avis de la section.

Les Ministres déterminent, par type de centres, le pourcentage des frais destinés à la formation continuée du personnel admis à la subvention ainsi que les frais de fonctionnement et d'équipement de ces centres.

Les montants de la participation financière des usagers, de l'intervention de l'I.N.A.M.I. ou des honoraires sont déduits de la subvention prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 58.** La subvention visée à l'article 57 est payée par avances mensuelles correspondant au douzième de la subvention annuelle. Elle est liquidée le premier jour ouvrable suivant le 25 du mois pour lequel elle est accordée.

La subvention annuelle est accordée au prorata du nombre de mois couverts par l'autorisation de fonctionnement provisoire ou l'agrément.

**Art. 59.** Au plus tard à la fin du deuxième mois qui suit le premier semestre, le centre transmet à l'administration un cahier justificatif d'utilisation des avances accordées pendant le semestre écoulé; les Ministres déterminent le contenu de ce document.

Le défaut de production de ce document entraîne la suspension des avances mensuelles, à partir du mois de septembre.

**Art. 60.** Un décompte final de la subvention annuelle est effectué chaque année, avec effet au 31 décembre, sur la base d'un document dont le contenu est déterminé par les Ministres; celui-ci est transmis, avant le 30 avril, à l'administration. Le centre transmet, par ailleurs, un exemplaire des comptes annuels de l'année écoulée ainsi qu'un projet de budget pour l'exercice en cours; il y est joint, soit une copie du rapport du réviseur d'entreprise qui a certifié les comptes annuels, soit une attestation d'un expert comptable externe qui les a vérifiés.

Le défaut de production de ces documents entraîne la suspension des avances mensuelles, à partir du mois de juin.

Après notification de ce décompte au centre et son approbation par celui-ci dans les quinze jours de la notification, il est procédé à la liquidation ou la récupération des montants restant dus ou indûment payés.

2° de follow-up verzekeren van zwangerschappen en van prenatale raadplegingen en begeleiding bieden aan zwangere vrouwen in moeilijkheden;

3° personen en koppels helpen bij het zoeken naar oplossingen voor vruchtbaarheidsproblemen;

4° de uitbouw van een preventiebeleid, meer bepaald door personen en groepen te informeren en te helpen bij alles wat contraceptie, preventie van ongewenste zwangerschappen, seksueel overdraagbare ziekten en alle andere aspecten van het affectieve en seksuele leven betreft.

*Afdeling 2. — Normen betreffende de kwaliteit van de dienst en de opvang van de gebruikers*

**Art. 53.** Het centrum organiseert medische, psychologische, sociale en juridische consultaties naar rata van minstens 800 uur per jaar.

**Art. 54.** Het centrum organiseert multidisciplinaire vergaderingen die de leden de gelegenheid bieden om overleg te plegen in alle discretie.

*Afdeling 3. — Normen betreffende de omvang en de kwalificatie van het personeel*

**Art. 55.** Het centrum beschikt over minstens één halftijds equivalent dokter in de genees-, heel- en verloskunde, geneesheer-psychiater of licentiaat in de psychologie en over één halftijds equivalent maatschappelijk werker.

*Afdeling 4. — Normen betreffende het huishoudelijk reglement*

**Art. 56.** Het huishoudelijk reglement bevat verplicht een aanvullende melding met betrekking tot de tarieven van de dienstverlening.

#### **TITEL IV. — Subsidiëringwijze van centra voor algemeen welzijnswerk**

##### *HOOFDSTUK I. — Subsidiëringwijze*

**Art. 57.** Binnen de grenzen van de begrotingskredieten en onverminderd het bedrag van de financiële bijdrage van de gebruikers, van de tussenkomst van het R.I.Z.I.V. of van de honoraria, wordt overeenkomstig deze titel, aan de door de Ministers erkende centra de in artikel 15 van de ordonnantie omschreven toelage toegekend.

In voorkomend geval worden de financiële bijdrage van de gebruikers door het Verenigd College vastgelegd, na advies van de afdeling.

De Ministers bepalen, per type centra, het percentage van de kosten voor de permanente vorming van het personeel gedekt door de subsidie alsook de werkings- en uitrustingskosten van deze centra.

De financiële bijdrage van de gebruikers, de tussenkomst van het R.I.Z.I.V. of de honoraria worden van de in het eerste lid 1 bepaalde toelage afgetrokken.

**Art. 58.** De in artikel 57 bedoelde toelage wordt met maandelijks voorschotten uitbetaald, die met een twaalfde van de jaarlijkse toelage overeenstemmen. Ze wordt uitbetaald op de eerste werkdag die volgt op de 25ste van de maand waarvoor ze wordt toegestaan.

De jaarlijkse toelage wordt toegekend naar rata van het door de voorlopige werkingsvergunning of erkenning gedekte aantal maanden.

**Art. 59.** Uiterlijk op het einde van de tweede maand die volgt op het eerste semester legt het centrum of de dienst aan de administratie een bewijsschrift voor met betrekking tot de aanwending van de tijdens het afgelopen halfjaar toegekende voorschotten; de inhoud van bedoeld stuk wordt door de Ministers bepaald.

Indien dit stuk niet ingediend is, wordt de uitbetaling van de maandelijks voorschotten vanaf september geschorst.

**Art. 60.** Jaarlijks wordt er, op 31 december, op basis van een stuk waarvan de inhoud door de Ministers wordt bepaald, een eindafrekening opgemaakt van de jaarlijkse toelage; het wordt vóór 30 april aan de administratie toegezonden. Bovendien zendt het centrum een exemplaar van de jaarrekeningen van het afgelopen jaar alsmede een ontwerp van begroting voor het lopende boekjaar over; hierbij wordt hetzij een afschrift van het verslag van de bedrijfsrevisor die de jaarrekeningen voor echt heeft verklaard, gevoegd, hetzij een getuigschrift van een externe accountant die ze heeft nagezien.

Indien die stukken niet ingediend zijn, wordt de uitbetaling van de maandelijks voorschotten vanaf juni geschorst.

Na kennisgeving aan het centrum van die eindafrekening en haar goedkeuring door hem binnen vijftien dagen volgend op de kennisgeving, wordt overgegaan tot de uitbetaling of de terugvordering van de nog verschuldigde of onrechtmatig uitbetaalde bedragen.

CHAPITRE II. — *Des fonctions*

**Art. 61.** Sans préjudice des dispositions de l'article 67, le Collège réuni détermine, après avis de la section, les normes de référence pour le calcul du nombre de fonctions admises à la subvention conformément à l'article 16 de l'ordonnance, ainsi que les échelles de subventionnement qui leur sont applicables.

Lors de l'agrément, les Ministres déterminent par centre le nombre de fonction admises à la subvention conformément aux normes définies à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 62.** Les fonctions, visées à l'article 61, sont définies à l'annexe II au présent arrêté.

CHAPITRE III. — *Des échelles de subventionnement*

**Art. 63.** Les échelles de subventionnement, visées à l'article 16, 1<sup>o</sup>, de l'ordonnance, sont fixées, pour les centres du secteur privé, conformément à l'annexe III au présent arrêté; ces échelles sont liées à l'indice-pivot 105,20.

Pour les centres relevant du secteur public, les coûts salariaux réels sont subventionnés jusqu'à concurrence maximum des échelles de subventionnement applicables aux centres du secteur privé.

**Art. 64.** Les services admissibles pour la fixation de l'ancienneté pécuniaire des membres du personnel, visée à l'article 16, 1<sup>o</sup>, de l'ordonnance, sont déterminés conformément à l'annexe IV au présent arrêté.

CHAPITRE IV. — *Des autres avantages*

**Art. 65.** Les autres avantages, dont question à l'article 16, 3<sup>o</sup>, de l'ordonnance, visent notamment la prime de fin d'année, le pécule de vacances, l'allocation de foyer ou résidence, les frais de transport, les indemnités pour prestations irrégulières et la prime de coordination, conformément à l'annexe V au présent arrêté.

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires*

**Art. 66.** Les dispositions réglementaires régissant, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, la participation financière des usagers, restent d'application jusqu'à l'entrée en vigueur des dispositions prises conformément à l'article 57, alinéa 2.

**Art. 67.** Les centres agréés définitivement avant le 6 décembre 2002 conservent, pendant une période de deux ans, prenant cours à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, le nombre de fonctions admises à la subvention visées à l'annexe VI au présent arrêté.

Si ces centres se voient octroyer un nouvel agrément au terme de la période visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, ils conservent, pour la durée de cet agrément, au moins le nombre de fonctions admises à la subvention visées à l'annexe VI au présent arrêté.

TITRE V. — *Dispositions finales*

**Art. 68.** A la demande motivée des centres existants, les Ministres peuvent accorder, après avis de la section, des dérogations aux normes architecturales fixées par le présent arrêté.

**Art. 69.** Sont abrogés :

1<sup>o</sup> l'arrêté royal du 13 janvier 1978 relatif à l'agrément pour la Région bruxelloise, des centres de consultations prém matrimoniales, matrimoniales et familiales et à l'octroi de subventions à ces centres, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Collège réuni du 21 décembre 1989;

2<sup>o</sup> l'arrêté royal du 14 mars 1978 déterminant pour la Région bruxelloise, les règles d'agrément des centres de service social et d'octroi de subventions à ces centres, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Collège réuni du 11 novembre 2000;

3<sup>o</sup> l'arrêté du Collège réuni du 6 décembre 2001 fixant les règles de subventionnement de centres et services de l'aide aux personnes, en ce qu'il concerne les centres d'aide aux personnes.

**Art. 70.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

**Art. 71.** Les Ministres sont chargés de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, 9 décembre 2004.

Pour le Collège réuni :

Les Membres du Collège réuni,  
compétents pour la Politique de l'Aide aux Personnes,  
Mme E. HUYTEBROECK

HOOFDSTUK II. — *De functies*

**Art. 61.** Onverminderd de bepalingen van artikel 67 legt het Verenigd College, na advies van de afdeling, de referentienormen vast voor de berekening van het aantal functies dat overeenkomstig artikel 16 van de ordonnantie in aanmerking komt voor subsidiëring evenals de subsidiëringsschalen die erop van toepassing zijn.

Bij de erkenning bepalen de Ministers, per centrum, het aantal functies die in aanmerking komen voor subsidiëring overeenkomstig de in het eerste lid vastgelegde normen.

**Art. 62.** De functies, bedoeld in artikel 61, worden omschreven in bijlage II bij dit besluit.

HOOFDSTUK III. — *Subsidiëringsschalen*

**Art. 63.** De in artikel 16, 1<sup>o</sup>, van de ordonnantie bedoelde subsidiëringsschalen worden, voor de centra en diensten van de privé-sector, overeenkomstig bijlage III bij dit besluit vastgesteld; deze schalen worden aan de spilindex 105,20 gekoppeld.

Voor de centra die onder de openbare sector ressorteren, worden de werkelijke personeelskosten gesubsidieerd tot het maximumbedrag van de subsidiëringsschalen toepasselijk op de centra van de privé-sector.

**Art. 64.** De diensten die in aanmerking komen voor de vaststelling van de in artikel 16, 1<sup>o</sup>, van de ordonnantie bedoelde geldelijke anciënniteit van de personeelsleden worden bepaald overeenkomstig bijlage IV bij dit besluit.

HOOFDSTUK IV. — *Andere voordelen*

**Art. 65.** De andere voordelen, waarvan sprake onder artikel 16, 3<sup>o</sup>, van de ordonnantie, hebben onder meer betrekking op de eindejaars-toelage, de vakantietoelage, de maand- of standplaatstoelage, de vervoerkosten, de vergoedingen voor onregelmatige prestaties en de coördinatiepremie, overeenkomstig bijlage V bij dit besluit.

HOOFDSTUK V. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 66.** De regelgevende bepalingen die op de datum van inwerkingtreding van het onderhavige besluit de financiële bijdrage van de gebuikers regelen, blijven van toepassing tot de inwerkingtreding van de overeenkomstig artikel 57, tweede lid, genomen bepalingen.

**Art. 67.** De voor 6 december 2002 definitief erkende centra behouden tijdens een periode van twee jaar, met ingang van de inwerkingtreding van dit besluit, het aantal functies die in aanmerking komen voor subsidiëring, zoals bedoeld in bijlage VI bij dit besluit.

Indien de centra na afloop van de in het eerste lid bedoelde periode een nieuwe erkenning krijgen, behouden ze tijdens de duur van de erkenning minstens het aantal functies die in aanmerking komen voor subsidiëring, zoals bedoeld in bijlage VI bij dit besluit.

TITEL V. — *slotbepalingen*

**Art. 68.** Op gemotiveerde aanvraag van de bestaande centra kunnen de Ministers, na advies van de afdeling, afwijkingen toestaan van de door dit besluit vastgestelde architectonische normen.

**Art. 69.** Worden opgeheven :

1<sup>o</sup> het koninklijk besluit van 13 januari 1978 betreffende de erkenning voor het Brusselse Gewest, van de centra voor prematrimoniales, matrimoniales en gezinsconsultaties en de toekenning van subsidies aan die centra, voor het laatst gewijzigd bij 21 december 1989;

2<sup>o</sup> het koninklijk besluit van 14 maart 1978 tot bepaling voor het Brusselse Gewest van de regels voor de erkenningen van centra voor maatschappelijk werk en voor de betoelaging van die centra, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van het Verenigd College van 11 november 2000;

3<sup>o</sup> het besluit van het Verenigd College van 6 december 2001 houdende vaststelling van de subsidiëringvoorschriften van centra en diensten voor Bijstand aan personen, indien het op de centra voor algemeen welzijnswerk betrekking heeft.

**Art. 70.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2005.

**Art. 71.** De Ministers zijn belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 9 december 2004.

Voor het Verenigd College :

De Leden van het Verenigd College,  
bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen,  
P. SMET

Annexe I<sup>e</sup>

## Avis de fermeture

Par décision du ....., les Membres du Collège réuni de la Commission communautaire commune, compétents pour la Politique de l'Aide aux personnes, ont retiré (ou refusé) l'agrément du centre, dénommé ..... (en lettres majuscules).....sis....., à dater du .....

En conséquence, le centre ne peut plus recevoir d'usagers.

Le pouvoir organisateur,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège réuni du 9 décembre 2004 relatif à l'agrément et au mode de subventionnement des centres d'aide aux personnes.

Pour le Collège réuni :

Les Membres du Collège réuni,  
compétents pour la Politique de l'Aide aux Personnes,  
Mme E. HUYTEBROECK

## Bijlage I

## Bericht van sluiting

Bij beslissing d.d .....hebben de Leden van het Verenigd College, bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan personen vanaf ..... de erkenning ingetrokken (of geweigerd) van het centrum ....., genoemd ..... (in hoofdletters) ....., gelegen .....

Derhalve, mag het centrum geen gebruikers meer ontvangen.

De organiserende instantie,

Gezien om bij het besluit van het Verenigd College van 9 december 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëringwijze van de centra voor algemeen welzijnswerk te worden gevoegd.

Voor het Verenigd College :

De Leden van het Verenigd College,  
bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan Personen,  
P. SMET

## Annexe II/Bijlage II

| Fonction   | Diplôme  | Functie   | Diploma                                 |
|--|--|---|---|
| Directeur/coordonateur/-sous directeur   | Universitaire                                  | Directeur/coördinator/onderdirecteur  | Universitair                            |
| Licenciés  | Universitaire                                  | Licentiaat  | Universitair                            |
| Médecin  | Docteur en médecine                            | Geneesheer  | Dokter in geneeskunde                   |
| Médecin spécialiste  | Docteur en médecine avec spécialisation        | Geneesheer-specialist   | Dokter in geneeskunde met specialisatie |
| Directeur/coordonateur/-sous directeur   | Enseignement supérieur non-universitaire       | Directeur/coördinator/onderdirecteur  | Hoger niet-universitair onderwijs       |
| Educateur chef de groupe   | Enseignement supérieur non-universitaire       | Opvoeder-groepschef   | Hoger niet-universitair onderwijs       |
| Chef éducateur   | Enseignement supérieur non-universitaire       | Hoofd-opvoeder  | Hoger niet-universitair onderwijs       |
| Personnel administratif  | Enseignement supérieur non-universitaire       | Administratief personeel  | Hoger niet-universitair onderwijs       |
| Educateur classe I, personnel paramédical, assistant social, technicien classe I | Enseignement supérieur non-universitaire       | Opvoeder classe I, paramédisch personeel, maatschappelijk assistent, technicus classe I | Hoger niet-universitair onderwijs       |
| Educateur classe II, infirmier breveté, technicien classe II                     | Enseignement secondaire supérieur              | Opvoeder classe II, gebrevetteerd verpleegkundige, technicus classe II                  | Hoger middelbaar onderwijs              |
| Rédacteur, assistant administratif   | Enseignement secondaire supérieur              | Opsteller, administratief assistent   | Hoger middelbaar onderwijs              |
| Educateur classe III, assistantAVJ technicien classe III Aide familial           | 6ème année d'enseignement professionnel        | Opvoeder classe III, ADL-assistent, technicus classe III Gezinshulp                     | Beroepsonderwijs                        |
| Commis, auxiliaire administratif   | Enseignement secondaire inférieur              | Klerk, administratief hulp-personeel  | Lager middelbaar                        |
| Educateur classe IV  | Enseignement secondaire inférieur + certificat | Opvoeder classe IV  | Lager middelbaar onderwijs certificaat  |

| Fonction                             | Diplôme  | Functie                           | Diploma                          |
|--------------------------------------|--|-----------------------------------|----------------------------------|
| Chef d'équipe                        | Certificat de qualification ou d'apprentissage IFPME | Ploegbaas                         | Scholings- en bekwaamheidsattest |
| Ouvrier qualifié                     | Certificat de qualification ou d'apprentissage IFPME | Geschoold arbeider                | Scholings- en bekwaamheidsattest |
| Ouvrier non qualifié<br>Aide ménager | sans exigence de qualification                       | Ongeschoold arbeider<br>Poetshulp | Zonder bekwaamheidsseisen        |

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège réuni du 9 décembre 2004 relatif à l'agrément et au mode de subventionnement des centres d'aide aux personnes.

Bruxelles, 9 décembre 2004.

Pour le Collège réuni :

Les Membres du Collège réuni,  
compétents pour la Politique de l'Aide aux personnes,  
Mme E. HUYTEBROECK

Gezien om bij het besluit van het Verenigd College van 9 december 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëringwijze van de centra voor algemeen welzijnswerk te worden gevoegd.

Brussel, 9 december 2004.

Voor het Verenigd College :

De Leden van het Verenigd College,  
bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen,  
P. SMET

Annexe III/Bijlage III

| Fonction   | Echelles de subventionnement<br>Subsidieringsschaal | Functie   |
|--|---|---|
| Directeur/coordonateur/sous directeur  | 1   | Directeur/coördinator /onderdirecteur   |
| Licenciés  | 1   | Licentiaat  |
| Médecin  | 1   | Geneesheer  |
| " " dans les centres pour handicapés   | 11  | " " in de centra voor gehandicapten   |
| Médecin spécialiste  | 1   | Geneesheer-specialist   |
| " " dans les centres pour handicapés   | 12  | " " in de centra voor gehandicapten   |
| Directeur/coordonateur/sous directeur  | 2   | Directeur/coördinator/onderdirecteur  |
| Educateur chef de groupe   | 2   | Opvoeder-groepschef   |
| Chef éducateur   | 3   | Hoofd-opvoeder  |
| Personnel administratif  | 4   | Administratief personeel  |
| Educateur classe I, personnel paramédical, assistant social, technicien classe I | 4   | Opvoeder classe I, paramedisch personeel, maatschappelijk assistent, technicus classe I |
| Educateur classe II, infirmier breveté, technicien classe II                     | 5   | Opvoeder classe II, gebrevetteerd verpleegkundige, technicus classe II                  |
| Rédacteur, assistant administratif   | 6   | Opsteller, administratief assistent   |
| Educateur classe III, assistant AVJ technicien classe III                        | 7   | Opvoeder classe III, ADL-assistent, technicus classe III                                |
| Commis, auxiliaire administratif   | 9   | Klerk, administratief hulppersonneel  |
| Educateur classe IV  | 9   | Opvoeder classe IV  |
| Chef d'équipe  | 8   | Ploegbaas   |
| Ouvrier qualifié   | 9   | Geschoold arbeider  |
| Ouvrier non qualifié   | 10  | Ongeschoold arbeider  |

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège réuni du 9 décembre 2004 relatif à l'agrément et au mode de subventionnement des centres d'aide aux personnes.

Bruxelles, 9 décembre 2004.

Pour le Collège réuni :

Les Membres du Collège réuni,  
compétents pour la Politique de l'Aide aux Personnes,  
Mme E. HUYTEBROECK

Gezien om bij het besluit van het Verenigd College van 9 december 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëringwijze van de centra voor algemeen welzijnswerk te worden gevoegd.

Brussel, 9 december 2004.

Voor het Verenigd College :

De Leden van het Verenigd College,  
bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan personen,  
P. SMET

## Annexe III - Bijlage III

## Echelle de subventionnement 1 - Subsidiëringsschaal 1

| Anc. | Annuel<br>—<br>Jaarlijks | Mensuel<br>—<br>Maandelijks |
|------|--------------------------|-----------------------------|
| 0    | 27.567,00                | 2.297,25                    |
| 1    | 28.917,84                | 2.409,82                    |
| 2    | 28.917,84                | 2.409,82                    |
| 3    | 30.127,68                | 2.510,64                    |
| 4    | 30.127,68                | 2.510,64                    |
| 5    | 31.337,52                | 2.611,46                    |
| 6    | 31.337,52                | 2.611,46                    |
| 7    | 32.547,36                | 2.712,28                    |
| 8    | 32.547,36                | 2.712,28                    |
| 9    | 33.757,20                | 2.813,10                    |
| 10   | 34.207,20                | 2.850,60                    |
| 11   | 35.417,04                | 2.951,42                    |
| 12   | 35.417,04                | 2.951,42                    |
| 13   | 36.626,88                | 3.052,24                    |
| 14   | 36.626,88                | 3.052,24                    |
| 15   | 37.836,72                | 3.153,06                    |
| 16   | 37.836,72                | 3.153,06                    |
| 17   | 39.046,56                | 3.253,88                    |
| 18   | 39.046,56                | 3.253,88                    |
| 19   | 40.256,28                | 3.354,69                    |
| 20   | 40.256,28                | 3.354,69                    |
| 21   | 41.466,48                | 3.455,54                    |
| 22   | 41.466,48                | 3.455,54                    |
| 23   | 42.676,20                | 3.556,35                    |
| 24   | 42.676,20                | 3.556,35                    |
| 25   | 42.676,20                | 3.556,35                    |
| 26   | 42.676,20                | 3.556,35                    |
| 27   | 42.676,20                | 3.556,35                    |
| 28   | 42.676,20                | 3.556,35                    |
| 29   | 42.676,20                | 3.556,35                    |
| 30   | 42.676,20                | 3.556,35                    |
| 31   | 42.676,20                | 3.556,35                    |

## Echelle de subventionnement 2 - Subsidiëringsschaal 2

| Anc. | Annuel<br>—<br>Jaarlijks | Mensuel<br>—<br>Maandelijks |
|------|--------------------------|-----------------------------|
| 0    | 26.393,52                | 2.199,46                    |
| 1    | 27.438,60                | 2.286,55                    |
| 2    | 27.438,60                | 2.286,55                    |
| 3    | 28.202,40                | 2.350,20                    |
| 4    | 28.202,40                | 2.350,20                    |
| 5    | 28.966,08                | 2.413,84                    |
| 6    | 28.966,08                | 2.413,84                    |
| 7    | 29.730,00                | 2.477,50                    |
| 8    | 29.730,00                | 2.477,50                    |
| 9    | 30.493,56                | 2.541,13                    |
| 10   | 30.943,68                | 2.578,64                    |
| 11   | 31.707,60                | 2.642,30                    |
| 12   | 31.707,60                | 2.642,30                    |
| 13   | 32.471,16                | 2.705,93                    |
| 14   | 32.471,16                | 2.705,93                    |
| 15   | 33.235,08                | 2.769,59                    |
| 16   | 33.235,08                | 2.769,59                    |
| 17   | 33.998,64                | 2.833,22                    |

| <b>Anc.</b> | <b>Annuel<br/>—<br/>Jaarlijks</b> | <b>Mensuel<br/>—<br/>Maandelijks</b> |
|-------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| 18          | 33.998,64                         | 2.833,22                             |
| 19          | 34.762,56                         | 2.896,88                             |
| 20          | 34.762,56                         | 2.896,88                             |
| 21          | 35.526,24                         | 2.960,52                             |
| 22          | 35.526,24                         | 2.960,52                             |
| 23          | 36.290,16                         | 3.024,18                             |
| 24          | 36.290,16                         | 3.024,18                             |
| 25          | 37.053,72                         | 3.087,81                             |
| 26          | 37.053,72                         | 3.087,81                             |
| 27          | 37.817,64                         | 3.151,47                             |
| 28          | 37.817,64                         | 3.151,47                             |
| 29          | 37.817,64                         | 3.151,47                             |
| 30          | 37.817,64                         | 3.151,47                             |
| 31          | 37.817,64                         | 3.151,47                             |

**Echelle de subventionnement 3 - Subsidiëringsschaal 3**

| <b>Anc.</b> | <b>Annuel<br/>—<br/>Jaarlijks</b> | <b>Mensuel<br/>—<br/>Maandelijks</b> |
|-------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| 0           | 21.960,00                         | 1.830,00                             |
| 1           | 22.621,92                         | 1.885,16                             |
| 2           | 22.621,92                         | 1.885,16                             |
| 3           | 23.284,08                         | 1.940,34                             |
| 4           | 23.284,08                         | 1.940,34                             |
| 5           | 26.535,36                         | 2.211,28                             |
| 6           | 26.535,36                         | 2.211,28                             |
| 7           | 27.210,72                         | 2.267,56                             |
| 8           | 27.653,04                         | 2.304,42                             |
| 9           | 28.335,96                         | 2.361,33                             |
| 10          | 28.335,96                         | 2.361,33                             |
| 11          | 29.011,32                         | 2.417,61                             |
| 12          | 29.011,32                         | 2.417,61                             |
| 13          | 29.686,56                         | 2.473,88                             |
| 14          | 32.012,52                         | 2.667,71                             |
| 15          | 32.687,86                         | 2.723,99                             |
| 16          | 32.687,86                         | 2.723,99                             |
| 17          | 33.362,76                         | 2.780,23                             |
| 18          | 33.362,76                         | 2.780,23                             |
| 19          | 34.038,00                         | 2.836,50                             |
| 20          | 34.038,00                         | 2.836,50                             |
| 21          | 34.713,24                         | 2.892,77                             |
| 22          | 34.713,24                         | 2.892,77                             |
| 23          | 35.388,48                         | 2.949,04                             |
| 24          | 35.388,48                         | 2.949,04                             |
| 25          | 36.063,72                         | 3.005,31                             |
| 26          | 36.063,72                         | 3.005,31                             |
| 27          | 36.063,72                         | 3.005,31                             |
| 28          | 36.063,72                         | 3.005,31                             |
| 29          | 36.063,72                         | 3.005,31                             |
| 30          | 36.063,72                         | 3.005,31                             |
| 31          | 36.063,72                         | 3.005,31                             |

**Echelle de subventionnement 4 - Subsidiëringsschaal 4**

| <b>Anc.</b> | <b>Annuel<br/>—<br/>Jaarlijks</b> | <b>Mensuel<br/>—<br/>Maandelijks</b> |
|-------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| 0           | 20.469,96                         | 1.705,83                             |
| 1           | 21.960,00                         | 1.830,00                             |
| 2           | 21.960,00                         | 1.830,00                             |
| 3           | 22.621,92                         | 1.885,16                             |
| 4           | 22.621,92                         | 1.885,16                             |
| 5           | 23.284,08                         | 1.940,34                             |
| 6           | 23.284,08                         | 1.940,34                             |
| 7           | 26.535,36                         | 2.211,28                             |
| 8           | 26.535,36                         | 2.211,28                             |
| 9           | 27.210,72                         | 2.267,56                             |
| 10          | 27.660,72                         | 2.305,06                             |
| 11          | 28.335,96                         | 2.361,33                             |
| 12          | 28.335,96                         | 2.361,33                             |
| 13          | 29.011,32                         | 2.417,61                             |
| 14          | 29.011,32                         | 2.417,61                             |
| 15          | 29.686,56                         | 2.473,88                             |
| 16          | 32.012,52                         | 2.667,71                             |
| 17          | 32.687,76                         | 2.723,98                             |
| 18          | 32.687,76                         | 2.723,98                             |
| 19          | 33.362,76                         | 2.780,23                             |
| 20          | 33.362,76                         | 2.780,23                             |
| 21          | 34.038,00                         | 2.836,50                             |
| 22          | 34.038,00                         | 2.836,50                             |
| 23          | 34.713,24                         | 2.892,77                             |
| 24          | 34.713,24                         | 2.892,77                             |
| 25          | 35.388,48                         | 2.949,04                             |
| 26          | 35.388,48                         | 2.949,04                             |
| 27          | 36.063,72                         | 3.005,31                             |
| 28          | 36.063,72                         | 3.005,31                             |
| 29          | 36.063,72                         | 3.005,31                             |
| 30          | 36.063,72                         | 3.005,31                             |
| 31          | 36.063,72                         | 3.005,31                             |

**Echelle de subventionnement 5 - Subsidiëringsschaal 5**

| <b>Anc.</b> | <b>Annuel<br/>—<br/>Jaarlijks</b> | <b>Mensuel<br/>—<br/>Maandelijks</b> |
|-------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| 0           | 18.888,24                         | 1.574,02                             |
| 1           | 20.322,96                         | 1.693,58                             |
| 2           | 20.322,96                         | 1.693,58                             |
| 3           | 20.654,04                         | 1.721,17                             |
| 4           | 20.654,04                         | 1.721,17                             |
| 5           | 21.095,28                         | 1.757,94                             |
| 6           | 21.095,28                         | 1.757,94                             |
| 7           | 23.947,08                         | 1.995,59                             |
| 8           | 23.947,08                         | 1.995,59                             |
| 9           | 24.622,32                         | 2.051,86                             |

| <b>Anc.</b> | <b>Annuel<br/>—<br/>Jaarlijks</b> | <b>Mensuel<br/>—<br/>Maandelijks</b> |
|-------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| 10          | 25.072,44                         | 2.089,37                             |
| 11          | 25.747,68                         | 2.145,64                             |
| 12          | 25.747,68                         | 2.145,64                             |
| 13          | 26.422,92                         | 2.201,91                             |
| 14          | 26.422,92                         | 2.201,91                             |
| 15          | 27.098,28                         | 2.258,19                             |
| 16          | 27.098,28                         | 2.258,19                             |
| 17          | 27.773,16                         | 2.314,43                             |
| 18          | 27.773,16                         | 2.314,43                             |
| 19          | 28.448,40                         | 2.370,70                             |
| 20          | 28.448,40                         | 2.370,70                             |
| 21          | 29.123,76                         | 2.426,98                             |
| 22          | 29.123,76                         | 2.426,98                             |
| 23          | 29.799,00                         | 2.483,25                             |
| 24          | 29.799,00                         | 2.483,25                             |
| 25          | 30.474,24                         | 2.539,52                             |
| 26          | 30.474,24                         | 2.539,52                             |
| 27          | 31.149,48                         | 2.595,79                             |
| 28          | 31.149,48                         | 2.595,79                             |
| 29          | 31.149,48                         | 2.595,79                             |
| 30          | 31.149,48                         | 2.595,79                             |

**Echelle de subventionnement 6 - Subsidiëringsschaal 6**

| <b>Anc.</b> | <b>Annuel<br/>—<br/>Jaarlijk</b> | <b>Mensuel<br/>—<br/>Maandelijks</b> |
|-------------|----------------------------------|--------------------------------------|
| 0           | 18.226,08                        | 1.518,84                             |
| 1           | 19.660,80                        | 1.638,40                             |
| 2           | 19.660,80                        | 1.638,40                             |
| 3           | 19.991,88                        | 1.665,99                             |
| 4           | 19.991,88                        | 1.665,99                             |
| 5           | 20.433,36                        | 1.702,78                             |
| 6           | 20.433,36                        | 1.702,78                             |
| 7           | 21.315,96                        | 1.776,33                             |
| 8           | 21.315,96                        | 1.776,33                             |
| 9           | 22.198,92                        | 1.849,91                             |
| 10          | 22.640,28                        | 1.886,69                             |
| 11          | 23.412,84                        | 1.951,07                             |
| 12          | 23.412,84                        | 1.951,07                             |
| 13          | 24.191,04                        | 2.015,92                             |
| 14          | 24.191,04                        | 2.015,92                             |
| 15          | 24.978,72                        | 2.081,56                             |
| 16          | 24.978,72                        | 2.081,56                             |
| 17          | 25.766,40                        | 2.147,20                             |
| 18          | 25.766,40                        | 2.147,20                             |
| 19          | 26.554,44                        | 2.212,87                             |
| 20          | 26.554,44                        | 2.212,87                             |
| 21          | 27.342,12                        | 2.278,51                             |



| <b>Anc.</b> | <b>Annuel<br/>—<br/>Jaarlijk</b> | <b>Mensuel<br/>—<br/>Maandelijks</b> |
|-------------|----------------------------------|--------------------------------------|
| 22          | 27.342,12                        | 2.278,51                             |
| 23          | 28.129,92                        | 2.344,16                             |
| 24          | 28.129,92                        | 2.344,16                             |
| 25          | 28.917,84                        | 2.409,82                             |
| 26          | 28.917,84                        | 2.409,82                             |
| 27          | 29.705,52                        | 2.475,46                             |
| 28          | 29.705,52                        | 2.475,46                             |
| 29          | 30.493,32                        | 2.541,11                             |
| 30          | 30.493,32                        | 2.541,11                             |
| 31          | 30.493,32                        | 2.541,11                             |

**Echelle de subventionnement 7 - Subsidiëringsschaal 7**

| <b>Anc.</b> | <b>Annuel<br/>—<br/>Jaarlijks</b> | <b>Mensuel<br/>—<br/>Maandelijks</b> |
|-------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| 0           | 17.780,16                         | 1.481,68                             |
| 1           | 19.100,64                         | 1.591,72                             |
| 2           | 19.274,16                         | 1.606,18                             |
| 3           | 19.447,56                         | 1.620,63                             |
| 4           | 19.621,32                         | 1.635,11                             |
| 5           | 19.794,72                         | 1.649,56                             |
| 6           | 19.968,36                         | 1.664,03                             |
| 7           | 20.141,88                         | 1.678,49                             |
| 8           | 20.315,52                         | 1.692,96                             |
| 9           | 20.489,04                         | 1.707,42                             |
| 10          | 21.170,16                         | 1.764,18                             |
| 11          | 21.378,12                         | 1.781,51                             |
| 12          | 21.586,32                         | 1.798,86                             |
| 13          | 21.794,64                         | 1.816,22                             |
| 14          | 22.002,84                         | 1.833,57                             |
| 15          | 22.211,04                         | 1.850,92                             |
| 16          | 22.419,24                         | 1.868,27                             |
| 17          | 22.627,56                         | 1.885,63                             |
| 18          | 22.835,40                         | 1.902,95                             |
| 19          | 23.043,72                         | 1.920,31                             |
| 20          | 23.251,92                         | 1.937,66                             |
| 21          | 23.460,12                         | 1.955,01                             |
| 22          | 23.668,32                         | 1.972,36                             |
| 23          | 23.876,64                         | 1.989,72                             |
| 24          | 24.088,44                         | 2.007,37                             |
| 25          | 24.300,84                         | 2.025,07                             |
| 26          | 24.513,24                         | 2.042,77                             |
| 27          | 24.725,64                         | 2.060,47                             |
| 28          | 24.937,68                         | 2.078,14                             |
| 29          | 25.150,08                         | 2.095,84                             |
| 30          | 25.150,08                         | 2.095,84                             |
| 31          | 25.150,08                         | 2.095,84                             |

**Echelle de subventionnement 8 - Subsidiëringsschaal 8****Echelle de subventionnement 8 - Subsidiëringsschaal 8**

| <b>Anc.</b> | <b>Annuel<br/>—<br/>Jaarlijks</b> | <b>Mensuel<br/>—<br/>Maandelijks</b> |
|-------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| 0           | 18.226,08                         | 1.518,84                             |
| 1           | 19.605,48                         | 1.633,79                             |
| 2           | 19.605,48                         | 1.633,79                             |
| 3           | 19.936,56                         | 1.661,38                             |
| 4           | 19.936,56                         | 1.661,38                             |
| 5           | 20.267,64                         | 1.688,97                             |
| 6           | 20.267,64                         | 1.688,97                             |
| 7           | 20.598,72                         | 1.716,56                             |
| 8           | 20.598,72                         | 1.716,56                             |
| 9           | 20.929,80                         | 1.744,15                             |
| 10          | 21.371,28                         | 1.780,94                             |
| 11          | 21.812,76                         | 1.817,73                             |
| 12          | 21.812,76                         | 1.817,73                             |
| 13          | 22.254,24                         | 1.854,52                             |
| 14          | 22.254,24                         | 1.854,52                             |
| 15          | 22.695,60                         | 1.891,30                             |
| 16          | 22.695,60                         | 1.891,30                             |
| 17          | 23.137,08                         | 1.928,09                             |
| 18          | 23.137,08                         | 1.928,09                             |
| 19          | 23.578,56                         | 1.964,88                             |
| 20          | 23.578,56                         | 1.964,88                             |
| 21          | 24.022,08                         | 2.001,84                             |
| 22          | 24.022,08                         | 2.001,84                             |
| 23          | 24.472,20                         | 2.039,35                             |
| 24          | 24.472,20                         | 2.039,35                             |
| 25          | 24.922,20                         | 2.076,85                             |
| 26          | 24.922,20                         | 2.076,85                             |
| 27          | 25.372,32                         | 2.114,36                             |
| 28          | 25.372,32                         | 2.114,36                             |
| 29          | 25.822,68                         | 2.151,89                             |
| 30          | 25.822,68                         | 2.151,89                             |
| 31          | 26.272,80                         | 2.189,40                             |

**Echelle de subventionnement 9 - Subsidiëringsschaal 9**

| <b>Anc.</b> | <b>Annuel<br/>—<br/>Jaarlijks</b> | <b>Mensuel<br/>—<br/>Maandelijks</b> |
|-------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| 0           | 16.704,24                         | 1.392,02                             |
| 1           | 18.024,72                         | 1.502,06                             |
| 2           | 18.198,48                         | 1.516,54                             |
| 3           | 18.371,88                         | 1.530,99                             |
| 4           | 18.545,28                         | 1.545,44                             |
| 5           | 18.719,04                         | 1.559,92                             |
| 6           | 18.892,44                         | 1.574,37                             |
| 7           | 19.066,20                         | 1.588,85                             |

| <b>Anc.</b> | <b>Annuel<br/>—<br/>Jaarlijks</b> | <b>Mensuel<br/>—<br/>Maandelijks</b> |
|-------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| 8           | 19.239,60                         | 1.603,30                             |
| 9           | 19.413,36                         | 1.617,78                             |
| 10          | 20.094,24                         | 1.674,52                             |
| 11          | 20.302,20                         | 1.691,85                             |
| 12          | 20.510,40                         | 1.709,20                             |
| 13          | 20.718,60                         | 1.726,55                             |
| 14          | 20.926,92                         | 1.743,91                             |
| 15          | 21.135,12                         | 1.761,26                             |
| 16          | 21.343,32                         | 1.778,61                             |
| 17          | 21.551,52                         | 1.795,96                             |
| 18          | 21.759,84                         | 1.813,32                             |
| 19          | 21.967,68                         | 1.830,64                             |
| 20          | 22.176,00                         | 1.848,00                             |
| 21          | 22.384,20                         | 1.865,35                             |
| 22          | 22.592,40                         | 1.882,70                             |
| 23          | 22.800,60                         | 1.900,05                             |
| 24          | 23.008,92                         | 1.917,41                             |
| 25          | 23.217,12                         | 1.934,76                             |
| 26          | 23.425,32                         | 1.952,11                             |
| 27          | 23.633,28                         | 1.969,44                             |
| 28          | 23.841,48                         | 1.986,79                             |
| 29          | 24.052,68                         | 2.004,39                             |
| 30          | 24.052,68                         | 2.004,39                             |
| 31          | 24.052,68                         | 2.004,39                             |

**Echelle de subventionnement 10 - Subsidiëringsschaal 10**

| <b>Anc.</b> | <b>Annuel<br/>—<br/>Jaarlijks</b> | <b>Mensuel<br/>—<br/>Maandelijks</b> |
|-------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| 0           | 16.374,60                         | 1.364,55                             |
| 1           | 17.695,08                         | 1.474,59                             |
| 2           | 17.859,96                         | 1.488,33                             |
| 3           | 18.024,72                         | 1.502,06                             |
| 4           | 18.189,48                         | 1.515,79                             |
| 5           | 18.354,36                         | 1.529,53                             |
| 6           | 18.519,12                         | 1.543,26                             |
| 7           | 18.683,88                         | 1.556,99                             |
| 8           | 18.848,76                         | 1.570,73                             |
| 9           | 19.013,52                         | 1.584,46                             |
| 10          | 19.689,36                         | 1.640,78                             |
| 11          | 19.888,68                         | 1.657,39                             |
| 12          | 20.088,17                         | 1.674,01                             |
| 13          | 20.287,92                         | 1.690,66                             |
| 14          | 20.487,48                         | 1.707,29                             |
| 15          | 20.687,16                         | 1.723,93                             |
| 16          | 20.886,72                         | 1.740,56                             |
| 17          | 21.086,28                         | 1.757,19                             |
| 18          | 21.285,60                         | 1.773,80                             |

| <b>Anc.</b> | <b>Annuel<br/>—<br/>Jaarlijks</b> | <b>Mensuel<br/>—<br/>Maandelijks</b> |
|-------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| 19          | 21.485,28                         | 1.790,44                             |
| 20          | 21.684,84                         | 1.807,07                             |
| 21          | 21.884,40                         | 1.823,70                             |
| 22          | 22.084,08                         | 1.840,34                             |
| 23          | 22.283,64                         | 1.856,97                             |
| 24          | 22.483,20                         | 1.873,60                             |
| 25          | 22.682,88                         | 1.890,24                             |
| 26          | 22.882,20                         | 1.906,85                             |
| 27          | 23.081,76                         | 1.923,48                             |
| 28          | 23.281,32                         | 1.940,11                             |
| 29          | 23.481,00                         | 1.956,75                             |
| 30          | 23.481,00                         | 1.956,75                             |
| 31          | 23.481,00                         | 1.956,75                             |

**Echelle de subventionnement 11 - Subsidiëringsschaal 11**

| <b>Anc.</b> | <b>Annuel<br/>—<br/>Jaarlijks</b> | <b>Mensuel<br/>—<br/>Maandelijks</b> |
|-------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| 0           | 31.401,12                         | 2.616,76                             |
| 1           | 32.169,48                         | 2.680,79                             |
| 2           | 32.937,96                         | 2.744,83                             |
| 3           | 33.706,56                         | 2.808,88                             |
| 4           | 33.706,56                         | 2.808,88                             |
| 5           | 35.051,16                         | 2.920,93                             |
| 6           | 35.051,16                         | 2.920,93                             |
| 7           | 36.396,36                         | 3.033,03                             |
| 8           | 36.396,36                         | 3.033,03                             |
| 9           | 37.741,20                         | 3.145,10                             |
| 10          | 37.741,20                         | 3.145,10                             |
| 11          | 39.085,80                         | 3.257,15                             |
| 12          | 39.085,80                         | 3.257,15                             |
| 13          | 40.430,88                         | 3.369,24                             |
| 14          | 40.430,88                         | 3.369,24                             |
| 15          | 41.775,84                         | 3.481,32                             |
| 16          | 41.775,84                         | 3.481,32                             |
| 17          | 43.120,44                         | 3.593,37                             |
| 18          | 43.120,44                         | 3.593,37                             |
| 19          | 44.465,28                         | 3.705,44                             |
| 20          | 44.465,28                         | 3.705,44                             |
| 21          | 45.810,48                         | 3.817,54                             |
| 22          | 45.810,48                         | 3.817,54                             |
| 23          | 47.154,96                         | 3.929,58                             |
| 24          | 47.154,96                         | 3.929,58                             |
| 25          | 47.154,96                         | 3.929,58                             |
| 26          | 47.154,96                         | 3.929,58                             |
| 27          | 47.154,96                         | 3.929,58                             |
| 28          | 47.154,96                         | 3.929,58                             |
| 29          | 47.154,96                         | 3.929,58                             |
| 30          | 47.154,96                         | 3.929,58                             |
| 31          | 47.154,96                         | 3.929,58                             |

## Echelle de subventionnement 12 - Subsidiëringsschaal 12

| Anc. | Annuel<br>—<br>Jaarlijks | Mensuel<br>—<br>Maandelijks |
|------|--------------------------|-----------------------------|
|      | Jaarlijkss               | Maandel.                    |
| 0    | 41.010,36                | 3.417,53                    |
| 1    | 41.010,36                | 3.417,53                    |
| 2    | 42.625,08                | 3.552,09                    |
| 3    | 42.625,08                | 3.552,09                    |
| 4    | 44.239,44                | 3.686,62                    |
| 5    | 44.239,44                | 3.686,62                    |
| 6    | 45.853,80                | 3.821,15                    |
| 7    | 45.853,80                | 3.821,15                    |
| 8    | 47.468,52                | 3.955,71                    |
| 9    | 47.468,52                | 3.955,71                    |
| 10   | 49.082,88                | 4.090,24                    |
| 11   | 49.082,88                | 4.090,24                    |
| 12   | 50.697,60                | 4.224,80                    |
| 13   | 50.697,60                | 4.224,80                    |
| 14   | 52.311,96                | 4.359,33                    |
| 15   | 52.311,96                | 4.359,33                    |
| 16   | 53.926,68                | 4.493,89                    |
| 17   | 53.926,68                | 4.493,89                    |
| 18   | 55.541,04                | 4.628,42                    |
| 19   | 55.541,04                | 4.628,42                    |
| 20   | 57.155,40                | 4.762,95                    |
| 21   | 57.155,40                | 4.762,95                    |
| 22   | 58.770,12                | 4.897,51                    |
| 23   | 58.770,12                | 4.897,51                    |
| 24   | 58.770,12                | 4.897,51                    |
| 25   | 58.770,12                | 4.897,51                    |
| 26   | 58.770,12                | 4.897,51                    |
| 27   | 58.770,12                | 4.897,51                    |
| 28   | 58.770,12                | 4.897,51                    |
| 29   | 58.770,12                | 4.897,51                    |
| 30   | 58.770,12                | 4.897,51                    |
| 31   | 58.770,12                | 4.897,51                    |

## Annexe IV

## Services admissibles et fixation de l'ancienneté pécuniaire

1. Sans préjudice du point 2. ci-dessous, sont admissibles pour la fixation de l'ancienneté pécuniaire du membre du personnel, tous les services prestés, dans les liens d'un contrat de travail ou sous statut de droit public, dans un emploi à temps plein ou à temps partiel auprès d'un établissement, centre ou service, agréé ou subventionné, relevant du secteur non-marchand, situé en Belgique ou l'étranger, pour autant que lesdits services soient utiles à l'exercice des fonctions subventionnées par la Commission communautaire commune.

2. En ce qui concerne les ouvriers et le personnel administratif et comptable, sont admissibles, pour un maximum de 10 ans, tous les services prestés par le membre du personnel, dans les liens d'un contrat de travail ou sous statut de droit public, dans un emploi à temps plein ou à temps partiel, en Belgique ou l'étranger, pour autant que lesdits services soient utiles à l'exercice des fonctions dont question.

3. Les services admissibles visés sous 1. et 2. sont additionnés et comptabilisés par mois entiers; ceux qui ne couvrent pas tout un mois sont négligés.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège réuni du 9 décembre 2004 du relatif à l'agrément et au mode de subventionnement des centres d'aide aux personnes.

Pour le Collège réuni :

Les Membres du Collège réuni,  
compétents pour la Politique de l'Aide aux Personnes,  
Mme E. HUYTEBROECK

## Bijlage IV

## In aanmerking komende diensten en vaststelling van de geldelijke anciënniteit

1. Onverminderd het hiernavolgende punt 2 komen alle diensten die gepresteerd werden in het kader van een arbeidsovereenkomst of onder publiekrechtelijk statuut, bij een voltijdse of deeltijdse tewerkstelling in een erkend(e) of gesubsidieerd(e) inrichting, centrum of dienst welk(e) ressorteert onder de non-profitsector en gevestigd is in België of in het buitenland, in aanmerking voor de vaststelling van de geldelijke anciënniteit van het personeelslid, voor zover de genoemde diensten nuttig zijn voor de uitoefening van de door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie gesubsidieerde functies.

2. Inzake de arbeiders en het administratief en boekhoudkundig personeel, worden, voor maximum 10 jaar, alle diensten die gepresteerd werden in het kader van een arbeidsovereenkomst of onder publiekrechtelijk statuut, bij een voltijdse of deeltijdse tewerkstelling, in België of in het buitenland, in aanmerking genomen, voor zover de genoemde diensten nuttig zijn voor de uitoefening van de bedoelde functies.

3. De in aanmerking genomen diensten, bedoeld onder 1. en 2., worden opgeteld en per volle maand in aanmerking genomen; deze welke geen volle maand dekken, worden niet in aanmerking genomen.

Gezien om bij het besluit van het Verenigd College van 9 december 2004 van betreffende de erkenning en de subsidiëringwijze van de centra voor algemeen welzijnswerk te worden gevoegd.

Voor het Verenigd College :

De Leden van het Verenigd College,  
bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen,  
P. SMET

## Annexe V

**Autres avantages pour le personnel, notamment la prime de fin d'année, l'allocation de foyer ou résidence, les frais de transport et les indemnités pour prestations irrégulières**

1. Une prime de fin d'année complémentaire d'un montant de 161,40 EUR est accordée au personnel admis à la subvention par les Ministres.

2. Une allocation de foyer/résidence est octroyée au personnel admis à la subvention par les Ministres.

Cette allocation s'élève annuellement à 895,10 EUR, soit 74,60 EUR par mois, pour les travailleurs dont le traitement annuel brut n'excède pas 19.697,45 EUR.

Elle est fixée à 447,55 EUR par an, soit 37,29 EUR par mois, pour les travailleurs dont le traitement annuel brut est compris entre 19.697,45 EUR et 22.456,33 EUR.

Ces montants sont réduits au prorata du temps de travail réellement presté par le travailleur.

Le passage d'une allocation à l'autre et la disparition de l'allocation ne peuvent entraîner une diminution du traitement annuel brut du travailleur. Le cas échéant, la différence est attribuée sous forme d'une allocation partielle.

3. Les frais de transport du personnel subventionné, sont remboursés à concurrence de 60 % des frais réellement exposés.

4. Des primes pour prestations irrégulières sont accordées au personnel éducatif, social ou ouvrier admis à la subvention par les Ministres. Elles sont attribuées comme suit :

a) Un supplément de salaire de 26 %, calculé sur la base de la rémunération horaire brute, est octroyé pour les prestations effectuées le samedi de 6 h à 20 h;

b) Un supplément de salaire de 35 %, calculé sur la base de la rémunération horaire brute, est octroyé pour les prestations effectuées entre 20 h et 6 h;

c) Un supplément de salaire de 56 %, calculé sur la base de la rémunération horaire brute, est octroyé pour les prestations effectuées le dimanche et jours fériés légaux de 0 h à 24 h.

5. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2001, il est accordé, aux travailleurs, quatre jours de congé supplémentaires, assimilés au vacances annuelles.

Cette mesure s'applique, proportionnellement, pour les travailleurs à temps partiel.

6. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2001, un jour de congé payé supplémentaire, assimilé aux jours fériés, est accordé à l'occasion de l'une des deux fêtes communautaires : le 11 juillet, fête de la Communauté flamande ou le 27 septembre, fête de la Communauté française.

7. Les montants précités sont liés à l'indice-pivot 105,20.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège réuni du 9 décembre 2004 relatif à l'agrément et au mode de subventionnement des centres d'aide aux personnes.

Pour le Collège réuni :

Les Membres du Collège réuni,  
compétents pour la Politique de l'Aide aux Personnes,  
Mme E. HUYTEBROECK

## Bijlage V

**Andere voordelen voor het personeel, onder meer, de eindejaarstoeelage, de haard- of standplaatstoeelage, de vervoerskosten en de vergoedingen voor onregelmatige prestaties**

1. Er wordt een aanvullende eindejaarstoeelage van 161,40 EUR toegekend aan het door de Ministers voor subsidiëring in aanmerking genomen personeel.

2. Er wordt een haard-/standplaatstoeelage toegekend aan het door de Ministers voor subsidiëring in aanmerking genomen personeel.

Deze toelage belooft jaarlijks 895,10 EUR, nl. 74,60 EUR per maand, voor de werknemers wier jaarlijks brutoloon 19.697,45 EUR niet overschrijdt.

Ze wordt vastgesteld op 447,55 EUR per jaar, nl. 37,29 EUR per maand, voor de werknemers wier jaarlijks brutoloon begrepen is tussen 19.697,45 EUR en 22.456,33 EUR.

Deze bedragen worden verminderd naar rata van de door de werknemer effectief gepresteerde werktijd.

De overgang van de ene toelage naar de andere en het wegvallen van de toelage mogen geen vermindering van het jaarlijks brutoloon van de werknemer met zich meebrengen. In voorkomend geval wordt het verschil hem toegekend in de vorm van een gedeeltelijke toelage.

3. De vervoerskosten van het gesubsidieerd personeel worden vergoed ten belope van 60 % van de werkelijk gedragde kosten.

4. Er worden premies voor onregelmatige prestaties toegekend aan het door de Ministers voor subsidiëring in aanmerking genomen opvoedend, sociaal of arbeiders personeel. Ze worden als volgt toegekend :

a) Er wordt een loontoeslag van 26 % berekend op basis van het bruto-uurloon, toegekend voor de prestaties die op zaterdag, van 6 tot 20 uur, worden verricht;

b) Er wordt een loontoeslag van 35 % berekend op basis van het bruto-uurloon, toegekend voor de prestaties die tussen 20 uur en 6 uur worden verricht;

c) Er wordt een loontoeslag van 56 % berekend op basis van het bruto-uurloon, toegekend voor de prestaties die op zondag en op wettelijke feestdagen, van 0 tot 24 uur, worden verricht.

5. Vanaf 1 januari 2005, worden er vier bijkomende verlofdagen toegekend aan de werknemers, gelijkgesteld aan het jaarlijks verlof.

Deze maatregel is proportioneel van toepassing op de deeltijdse werknemers.

6. Vanaf 1 januari 2001, wordt een bijkomende betaalde verlofdag, gelijkgesteld aan de feestdagen, toegekend ter gelegenheid van een van de twee gemeenschapsfeesten : op 11 juli, feest van de Vlaamse Gemeenschap of op 27 september, feest van de Franse Gemeenschap.

7. De voormelde bedragen worden gekoppeld aan het spilindexcijfer 105,20.

Gezien om bij het besluit van het Verenigd College van 9 december 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëringwijze van de centra voor algemeen welzijnswerk te worden gevoegd.

Voor het Verenigd College :

De Leden van het Verenigd College,  
bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen,  
P. SMET

## Annexe VI - Bijlage VI

**Fonctions admises à la subvention pour les centres d'aide aux personnes****Functies die in aanmerking komen voor de subsidiëring van de centra voor algemeen welzijnswerk**

I. Centres d'Aide aux Personnes exerçant des missions d'accueil social

I. De Centra voor Algemeen Welzijnswerk die de opdrachten van sociale opvang waarnemen

**A. Autonome/Autonom****Service d'action sociale bruxellois/Dienst sociale actie Brussel**

|  |                     |             |
|--|---------------------|-------------|
| Travailleur social - maatschappelijk werkende              | Echelle/Schaal 4    | 4,00        |
|  | <b>Total/Totaal</b> | <b>4,00</b> |
| <b>Centre social protestant/Protestants social centrum</b> |                     |             |
| Travailleur social - maatschappelijk werkende              | Echelle/Schaal 4    | 3,00        |
|  | <b>Total/Totaal</b> | <b>3,00</b> |

|   |                     |              |
|---|---------------------|--------------|
| <b>Service sociaux des Quartiers de Schaerbeek/Wijkmaatschappelijk werk van Schaerbeek</b>  |                     |              |
| Travailleur social - maatschappelijk werkende   | Echelle/Schaal 4    | 5,00         |
|   | <b>Total/Totaal</b> | <b>5,00</b>  |
| Centre de service social Brabantia/Centrum voor maatschappelijk werk Brabantia  |                     |              |
| Travailleur social - maatschappelijk werkende   | Echelle/Schaal 4    | 11,50        |
|   | <b>Total/Totaal</b> | <b>11,50</b> |
| <b>Centre de service social Abbé Froidure/Centrum voor maatschappelijk werk Abbé Froidure</b>   |                     |              |
| Travailleur social - maatschappelijk werkende   | Echelle/Schaal 4    | 3,00         |
|   | <b>Total/Totaal</b> | <b>3,00</b>  |
| <b>Les centres de contact de Bruxelles/De contact-centra van Brussel</b>  |                     |              |
| Travailleur social - maatschappelijk werkende   | Echelle/Schaal 4    | 5,00         |
|   | <b>Total/Totaal</b> | <b>5,00</b>  |
| <b>Service social de solidarité socialiste/Sociale dienst van socialistische solidariteit</b>   |                     |              |
| Travailleur social - maatschappelijk werkende   | Echelle/Schaal 4    | 4,00         |
|   | <b>Total/Totaal</b> | <b>4,00</b>  |
| <b>La porte verte/De groene poort</b>   |                     |              |
| Travailleur social - maatschappelijk werkende   | Echelle/Schaal 4    | 3,00         |
|   | <b>Total/Totaal</b> | <b>3,00</b>  |
| <b>Westland</b>   |                     |              |
| Travailleur social - maatschappelijk werkende   | Echelle/Schaal 4    | 3,00         |
|   | <b>Total/Totaal</b> | <b>3,00</b>  |
| <b>B. Intégré (mutuellistes)/Ingebouwd (mutualistisch)</b>  |                     |              |
| <b>Centre de service social des mutualités libérales du Brabant/Centrum voor maatschappelijk werk van de liberale mutualiteiten van Brabant</b>   |                     |              |
| Travailleur social - maatschappelijk werkende   | Echelle/Schaal 4    | 4,00         |
|   | <b>Total/Totaal</b> | <b>4,00</b>  |
| <b>La famille. Fédération des mutualités Partena/De familie. Federatie van mutualiteiten Partena.</b>   |                     |              |
| Travailleur social - maatschappelijk werkende   | Echelle/Schaal 4    | 3,00         |
|   | <b>Total/Totaal</b> | <b>3,00</b>  |
| <b>Fédération des mutualités socialistes du Brabant/Federatie van de socialistische mutualiteiten van Brabant.</b>  |                     |              |
| Travailleur social - maatschappelijk werkende   | Echelle/Schaal 4    | 8,00         |
|   | <b>Total/Totaal</b> | <b>8,00</b>  |
| <b>Euromut/Euromut</b>  |                     |              |
| Travailleur social - maatschappelijk werkende   | Echelle/Schaal 4    | 6,00         |
|   | <b>Total/Totaal</b> | <b>6,00</b>  |
| <b>Fédération du transport et des communications/Ziekenfonds voor vervoer en verkeer</b>  |                     |              |
| Travailleur social - maatschappelijk werkende   | Echelle/Schaal 4    | 4,00         |
|   | <b>Total/Totaal</b> | <b>4,00</b>  |
| II. Centres offrant une aide sociale et un accompagnement psychologique aux prévenus, détenus, ex-détenus ou libérés conditionnels ainsi qu'à leurs proches                               |                     |              |
| II. Centra die sociale bijstand en psychologische ondersteuning bieden aan beklaagden, gevangenen, ex-gevangenen of voorwaardelijk in vrijheid gestelden alsmede aan hun naaste verwanten |                     |              |
| <b>Office de réadaptation Sociale - Werk voor Wederaanpassing van Brussel</b>   |                     |              |
|   |                     | ETP/VTE      |
| Travailleur social - maatschappelijk werkende   | Echelle/Schaal 4    | 2,00         |
|   | <b>Total/Totaal</b> | <b>2,00</b>  |
| <b>Service de réinsertion sociale/Dienst Sociale Reïntegratie</b>   |                     |              |
|   |                     | ETP/VTE      |
| Travailleur social - maatschappelijk werkende   | Echelle/Schaal 4    | 3,0          |
|   | <b>Total/Totaal</b> | <b>3,0</b>   |

**Fondation pour l'Assistance morale aux détenus - Stichting voor morele bijstand aan gevangenen**

|   |                     |             |
|---|---------------------|-------------|
|   |                     | ETP/VTE     |
| Travailleur social - maatschappelijk werkende | Echelle/Schaal 4    | 2,00        |
|   | <b>Total/Totaal</b> | <b>2,00</b> |

**Accueil Protestant/Protestant Onthaal**

|   |                     |             |
|---|---------------------|-------------|
|   |                     | ETP/VTE     |
| Travailleur social - maatschappelijk werkende | Echelle/Schaal 4    | 1,00        |
|   | <b>Total/Totaal</b> | <b>1,00</b> |

**Service d'action sociale bruxellois/Dienst sociale actie Brussel**

|   |                     |             |
|---|---------------------|-------------|
|   |                     | ETP/VTE     |
| Travailleur social - maatschappelijk werkende | Echelle/Schaal 4    | 1,00        |
|   | <b>Total/Totaal</b> | <b>1,00</b> |

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège réuni du 9 décembre 2004 relatif à l'agrément et au mode de subventionnement des centres d'aide aux personnes.

Bruxelles, 9 décembre 2004.

Pour le Collège réuni :

Les Membres du Collège réuni,  
compétents pour la Politique de l'Aide aux Personnes,  
Mme E. HUYTEBROECK

Gezien om bij het besluit van het Verenigd College van 9 december 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëringwijze van de centra voor algemeen welzijnswerk te worden gevoegd.

Brussel, 9 december 2004.

Voor het Verenigd College :

De Leden van het Verenigd College,  
bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen,  
P. SMET

**COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE  
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

F. 2005 — 315

[C — 2004/31556]

**9 DECEMBRE 2004. — Arrêté du Collège réuni relatif à l'agrément et au mode de subventionnement des centres et services pour adultes en difficulté**

Le Collège réuni,

Vu l'ordonnance du 7 novembre 2002 relative aux centres et services de l'Aide aux personnes, notamment les articles 7, 8, 13, 14, 16 et 17;

Vu l'avis de la section des institutions et services de la famille et de l'aide sociale du Conseil consultatif de la Santé et de l'Aide aux personnes de la Commission communautaire commune, donné le 27 janvier 2004 et ratifié par le Bureau le 3 février 2004;

Vu l'accord des Membres du Collège réuni compétents pour le Budget, donné le 9 décembre 2004;

Vu l'avis 37.519/1/V du Conseil d'Etat, donné le 20 juillet 2004, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition des Membres du Collège réuni, compétents pour la politique de l'Aide aux personnes;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

**TITRE I<sup>er</sup>. — Disposition générale**

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° « ordonnance » : l'ordonnance du 7 novembre 2002 relative aux centres et services de l'Aide aux personnes;

2° « centre et service » : les centres et services au sens de l'article 3, 3°, de l'ordonnance;

3° « Ministres » : les membres du Collège réuni, compétents pour la politique d'Aide aux personnes;

4° « administration » : les Services du Collège réuni;

5° « fonctionnaires » : les membres du personnel de l'administration affectés au service de l'inspection;

6° « section » : la section des institutions et services de la famille et de l'aide sociale du Conseil consultatif de la Santé et de l'Aide aux personnes de la Commission communautaire commune;

**GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE  
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

N. 2005 — 315

[C — 2004/31556]

**9 DECEMBER 2004. — Besluit van het Verenigd College betreffende de erkenning en de subsidiëringwijze van de centra en diensten voor volwassenen in moeilijkheden**

Het Verenigd College,

Gelet op de ordonnantie van 7 november 2002 betreffende de centra en diensten voor Bijstand aan personen, inzonderheid op de artikelen 7, 8, 13, 14, 16 en 17;

Gelet op het advies van de afdeling instellingen en diensten voor het gezin en de sociale hulpverlening van de Adviesraad voor Gezondheids- en Welzijnzorg van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, gegeven op 27 januari 2004 en bekrachtigd door het bureau op 3 februari 2004;

Gelet op de akkoordbevinding van de Leden van het Verenigd College bevoegd voor de Begroting, gegeven op 9 december 2004;

Gelet op het advies 37.519/1/V van de Raad van State, gegeven op 20 juli 2004 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van de Leden van het Verenigd College, bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan personen;

Na beraadslaging,

Besluit :

**TITEL I. — Algemene bepaling**

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° « ordonnantie » : de ordonnantie van 7 november 2002 betreffende de centra en diensten voor Bijstand aan personen;

2° « centrum en dienst » : de centra en diensten in de zin van artikel 3, 3° van de ordonnantie;

3° « Ministers » : de leden van het Verenigd College, bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan personen;

4° « administratie » : de Diensten van het Verenigd College;

5° « ambtenaren » : de personeelsleden van de administratie aangesteld bij de inspectiedienst;

6° « afdeling » : de afdeling instellingen en diensten voor het gezin en voor de sociale hulpverlening van de Adviesraad voor Gezondheids- en Welzijnzorg van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;